

No. 10901

FRANCE
and
FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY

**Convention concerning development of the Rhine between Stras-
bourg/Kehl and Lanterbourg/Neuburgweier (with annexes).
Signed at Paris on 4 July 1969**

Authentic texts: French and German.

Registered by France on 31 December 1970.

FRANCE
et
RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

**Conveution au sujet de l'aménagement du Rhin entre Strasbourg/
Kehl et Lanterhourg/Neuhurgweier (avec annexes). Signée
à Paris le 4 juillet 1969**

Textes authentiques : français et allemand.

Enregistrée par la France le 31 décembre 1970.

CONVENTION¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE AU
SUJET DE L'AMÉNAGEMENT DU RHIN ENTRE
STRASBOURG/KEHL ET LAUTERBOURG/NEUBURG-
WEIER

Le Président de la République française, Président de la Communauté, et
le Président de la République fédérale d'Allemagne,

Désireux de poursuivre les relations amicales entre les deux États dans
l'esprit de la coopération européenne et d'encourager leurs relations écono-
miques;

Ayant reconnu l'intérêt pour les deux États de procéder en commun à
l'aménagement du cours du Rhin entre Strasbourg/Kehl et Lauterbourg/Neu-
burgweier et de conclure, à cet effet, une Convention, ont nommé pour leurs
plénipotentiaires :

Le Président de la République française, Président de la Communauté :
M. Maurice Schumann, Ministre des Affaires étrangères;

Le Président de la République fédérale d'Allemagne : M. Willy Brandt,
Ministre des Affaires étrangères,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due
forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE I^{er}

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE L'AMÉNAGEMENT

Article 1^{er}

DÉFINITION DES OUVRAGES

I. La République française et la République fédérale d'Allemagne
aménageront en commun, dans les conditions prévues aux articles ci-après :

¹ Entrée en vigueur le 2 octobre 1970 par l'échange des instruments de ratification, qui a eu
lieu à Bonn, conformément à l'article 20.

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

VERTRAG ZWISCHEN DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK
UND DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND ÜBER
DEN AUSBAU DES RHEINS ZWISCHEN KEHL/STRASS-
BURG UND NEUBURGWEIER/LAUTERBURG

Der Präsident der Französischen Republik, Präsident der Gemeinschaft
und der Präsident der Bundesrepublik Deutschland

von dem Wunsche geleitet, die freundschaftlichen Beziehungen zwischen
den beiden Staaten im Geiste der europäischen Zusammenarbeit fortzusetzen
und ihre Wirtschaftsbeziehungen zu fördern,

in der Erkenntnis, daß es im Interesse beider Staaten liegt, den Rhein
zwischen Kehl/Strassburg und Neuburgweier/Lauterburg gemeinsam auszu-
bauen und zu diesem Zweck einen Vertrag zu schließen,

haben zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

Der Präsident der Französischen Republik Herrn Maurice Schumann, Minister
für Auswärtige Angelegenheiten;

Der Präsident der Bundesrepublik Deutschland Herrn Willy Brandt, Bundes-
minister des Auswärtigen;

diese haben nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen
Vollmachten nachstehende Bestimmungen vereinbart :

KAPITEL I

GRUNDSÄTZE DES AUSBAUES

Artikel 1

BESTIMMUNG DER BAUWERKE

(1) Die Bundesrepublik Deutschland und die Französische Republik
bauen nach Massgabe der folgenden Artikel gemeinsam :

- La chute de Gamsheim, au moyen d'un barrage fixe dans le lit du fleuve, d'un barrage mobile sur la rive allemande, d'un groupe d'écluses et d'une usine hydro-électrique sur la rive française, de digues latérales, de contre-canaux ainsi que des ouvrages annexes nécessaires;
- La chute d'Iffezheim, au moyen d'un barrage fixe dans le lit du fleuve, d'un barrage mobile sur la rive française, d'un groupe d'écluses et d'une usine hydro-électrique sur la rive allemande, de digues latérales, de contre-canaux ainsi que des ouvrages annexes nécessaires;
- Le cours du Rhin à l'aval de la chute d'Iffezheim en vue, d'une part, d'éviter l'érosion du lit et l'abaissement corrélatif du plan d'eau du Rhin ou d'y remédier, d'autre part, d'assurer dans ce secteur des conditions de navigation au moins équivalentes, en ce qui concerne le mouillage, à celles qui seront atteintes par l'aménagement du Rhin entre Lauterbourg/Neuburgweier et Saint-Goar.

2. Les caractéristiques techniques des ouvrages des deux chutes sont définies à l'annexe I à la présente Convention.

3. En ce qui concerne l'aménagement du cours du Rhin à l'aval de la chute d'Iffezheim, les Parties contractantes envisagent un pavage progressif du lit du Rhin ainsi que les mesures complémentaires pour améliorer le mouillage. Elles étudient en commun les possibilités techniques de ces mesures. Au cas où les études sur le pavage du lit révéleraient que les objectifs recherchés ne peuvent pas être atteints, les Parties contractantes conviendront d'autres mesures appropriées. Dans chaque cas les caractéristiques techniques des ouvrages nécessaires seront définies ultérieurement par un Accord particulier.

Article 2

CONDITIONS DE L'AMÉNAGEMENT

1. L'aménagement défini à l'article 1^{er} de la présente Convention devra être réalisé de manière à n'apporter, dans la zone des deux chutes, aucune modification défavorable, ni de l'état actuel de la nappe phréatique, ni des conditions d'écoulement des vieux bras du Rhin et de ses affluents. Les travaux ne devront entraîner aucune gêne grave pour la navigation. Les intérêts de l'économie hydraulique, de l'agriculture et de la pêche devront être préservés. En outre dans toute la mesure du possible, il sera tenu compte de la protection du paysage.

2. L'aménagement sera exécuté de telle manière que les ouvrages des

- die Staustufe Gamsheim mit einem Querdamm im Strombett, einem beweglichen Wehr auf dem deutschen Ufer, einer Schleusengruppe und einem Kraftwerk auf dem französischen Ufer, Seitendämmen, Seitengräben sowie den erforderlichen Nebenanlagen,
- die Staustufe Iffezheim mit einem Querdamm im Strombett, einem beweglichen Wehr auf dem französischen Ufer, einer Schleusengruppe und einem Kraftwerk auf dem deutschen Ufer, Seitendämmen, Seitengräben sowie den erforderlichen Nebenanlagen,
- den Rhein unterhalb der Staustufe Iffezheim aus, um die Erosion des Rheinbettes und ein damit verbundenes Absinken des Wasserspiegels des Rheins zu verhindern oder zu beheben und um in diesem Abschnitt Schiffsbedingungen zu gewährleisten, die hinsichtlich der Fahrwassertiefe mindestens denjenigen gleichwertig sind, welche durch den Ausbau des Rheins zwischen Neuburgweier/Lauterburg und St. Goar erreicht werden.

(2) Die technischen Merkmale der Bauwerke der beiden Staustufen sind in der Anlage I bestimmt.

(3) Bezüglich des Ausbaues des Rheins unterhalb der Staustufe Iffezheim sehen die Vertragsparteien eine fortschreitende Panzerung des Rheinbettes (Sohlenpanzerung) und ergänzende Massnahmen zur Vertiefung des Fahrwassers vor. Sie untersuchen gemeinsam die technischen Möglichkeiten dazu. Sollten die Untersuchungen über die Sohlenpanzerung erweisen, dass das gesteckte Ziel nicht erreicht werden kann, so vereinbaren die Vertragsparteien andere geeignete Massnahmen. In jedem Falle werden die technischen Merkmale der erforderlichen Bauwerke später in einer besonderen Übereinkunft festgelegt.

Artikel 2

BEDINGUNGEN FÜR DEN AUSBAU

(1) Der in Artikel 1 bestimmte Ausbau ist so durchzuführen, dass im Bereich der beiden Staustufen nachteilige Veränderungen weder des derzeitigen Grundwasserspiegels noch der Abflussverhältnisse der Altrheine und der Nebenflüsse eintreten. Die Arbeiten dürfen keine ernstliche Behinderung der Schifffahrt verursachen. Die Belange der Wasserwirtschaft, der Landeskultur und der Fischerei sind zu wahren. Ferner wird, soweit irgend möglich, den Erfordernissen des Schutzes der Landschaft Rechnung getragen.

(2) Der Ausbau wird so ausgeführt, dass sich die Bauwerke der beiden

deux chutes se prêtent à la réalisation de passages routiers fixes, ouverts à la circulation publique. Les dépenses supplémentaires pour l'aménagement lui-même et pour la construction de tels passages, ainsi que les dépenses pour l'entretien et le renouvellement des installations routières seront supportées par les Parties contractantes, conformément à l'Accord relatif aux ponts fixes et bacs sur le Rhin, à la frontière franco-allemande, en date du 30 janvier 1953. Ces travaux complémentaires ne devront entraîner aucun retard dans le programme d'aménagement tel qu'il est prévu à l'article 18 ci-après de la présente Convention.

Article 3

MAÎTRISE DE L'ŒUVRE

1. La République française réalisera les ouvrages de la chute de Gamsheim décrits à l'annexe I à la présente Convention, à l'exclusion de l'usine hydro-électrique et de ses ouvrages annexes.

La République fédérale d'Allemagne réalisera les ouvrages de la chute d'Iffezheim décrits à l'annexe I à la présente Convention, à l'exclusion de l'usine hydro-électrique et de ses ouvrages annexes.

2. Pour chacune des deux chutes, la Partie contractante maître d'œuvre construira également les ouvrages de protection et d'adaptation nécessités par les moyens de communication, les darses, les postes de chargement ou de déchargement et les chantiers navals concernés par l'aménagement ainsi que pour d'autres installations existantes, situées côté fleuve, soit des contre-canaux, soit, à défaut, du pied côté terre des digues latérales.

3. La République française sera maître d'œuvre pour le port de Strasbourg, la République fédérale d'Allemagne pour le port de Kehl.

4. Chaque Partie contractante réalisera sur son territoire les installations destinées à éviter des dommages pouvant résulter de l'aménagement, côté terre, soit des contre-canaux, soit, à défaut, des digues latérales ainsi que les ouvrages de prise ou de rejet d'eau. Les projets des ouvrages de prise ou de rejet d'eau seront soumis à l'agrément du maître d'œuvre de la chute correspondante; celui-ci en surveillera l'exécution, à moins qu'il ne soit appelé à les exécuter lui-même.

5. Chaque Partie contractante se réserve le droit de confier, sous sa responsabilité, l'exécution des travaux lui incombant à un tiers de son choix; elle devra néanmoins en informer l'autre Partie contractante.

6. L'usine hydro-électrique de Gamsheim et ses ouvrages annexes

Staustrufen zur Errichtung von festen Strassenübergängen für den öffentlichen Verkehr eignen. Die Mehrkosten für den Ausbau selbst und für die Errichtung dieser Übergänge sowie die Kosten für die Unterhaltung und Erneuerung der Strassenanlagen werden von den Vertragsparteien nach dem Abkommen vom 30. Januar 1953 über die festen Brücken und Fähren über den Rhein an der deutsch-französischen Grenze getragen. Durch die zusätzlichen Arbeiten darf das Bauprogramm nach Artikel 18 nicht verzögert werden.

Artikel 3

BAUHERRSCHAFT

(1) Die Französische Republik errichtet die in Anlage I beschriebenen Bauwerke der Staustufe Gamsheim mit Ausnahme des Kraftwerkes und seiner Nebenanlagen.

Die Bundesrepublik Deutschland errichtet die in Anlage I beschriebenen Bauwerke der Staustufe Iffezheim mit Ausnahme des Kraftwerkes und seiner Nebenanlagen.

(2) Für jede der beiden Staustufen errichtet die Vertragspartei, die Bauherr ist, auch die durch die neuen hydraulischen Verhältnisse bedingten Schutz- und Anpassungsbauwerke für die vom Ausbau betroffenen Verkehrswege, Hafenbecken, Lade- und Löschstellen, Werftanlagen sowie für andere bestehende Anlagen, soweit sich diese flussseits der Seitengraben oder, wo solche fehlen, flussseits des landseitigen Dammfusses befinden.

(3) Für den Hafen Kehl ist die Bundesrepublik Deutschland, für den Hafen Strassburg ist die Französische Republik der Bauherr.

(4) Jede Vertragspartei erstellt in ihrem Hoheitsgebiet die durch den Ausbau bedingten schadenverhütenden Einrichtungen landseits der Seitengraben oder, wo solche fehlen, landseits der Seitendämme sowie die Bauwerke für Wasserentnahmen und -einleitungen. Die Pläne der Bauwerke für Wasserentnahmen und -einleitungen bedürfen der Zustimmung des Bauherrn der jeweiligen Staustufe; dieser beaufsichtigt ihre Ausführung, es sei denn, er wird aufgefordert, sie selbst auszuführen.

(5) Jede Vertragspartei behält sich das Recht vor, die Ausführung der ihr obliegenden Bauarbeiten unter ihrer Verantwortung einem Dritten zu übertragen; sie hat jedoch die andere Vertragspartei hiervon zu unterrichten.

(6) Das Kraftwerk Gamsheim und seine Nebenanlagen werden von

seront construits par une société concessionnaire des Parties contractantes placée sous le régime de droit français et dont le capital social sera souscrit par moitié par un associé français et un associé allemand.

L'usine hydro-électrique d'Iffezheim et ses ouvrages annexes seront construits par une société concessionnaire des Parties contractantes placée sous un régime de droit allemand et dont le capital social sera souscrit par moitié par un associé allemand et un associé français.

7. Les dispositions concernant le statut juridique des sociétés concessionnaires figurent à l'annexe II à la présente Convention. Les dispositions concernant les concessions de forces hydrauliques figurent à l'annexe III à la présente Convention.

8. L'exécution des travaux qui seront entrepris dans le lit du Rhin à l'aval de la chute d'Iffezheim fera l'objet d'un Accord entre les administrations compétentes des Parties contractantes.

Article 4

FINANCEMENT DES TRAVAUX

1. Les dépenses résultant des travaux de construction des ouvrages visés à l'annexe I à la présente Convention, à l'exception de celles correspondant aux usines hydro-électriques et à leurs ouvrages annexes, seront supportées, pour moitié, par chacune des Parties contractantes. Ces dépenses comprennent également celles relatives aux installations de protection et d'adaptation visées à l'article 3, paragraphe 2 de la présente Convention. Les règlements de ces dépenses seront effectués par chacune des Parties contractantes, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, conformément au paragraphe 2 du présent article.

2. Pendant les travaux d'aménagement des chutes de Gamsheim et d'Iffezheim, chacune des Parties contractantes soumettra à l'autre, au terme de chaque année calendaire, un programme des travaux pour la chute dont elle est maîtresse d'œuvre et un plan de financement pour l'année suivante, ainsi qu'une estimation des dépenses pour l'année qui suit celle-ci. Chaque Partie contractante :

— Versera à l'autre, à la fin de chacun des trois premiers trimestres, une somme égale au huitième de l'estimation totale, prévue par le plan de financement de l'année en cours : toutefois cette estimation sera diminuée de la contribution des sociétés concessionnaires pour ladite année;

einer von den Vertragsparteien konzessionierten Gesellschaft französischen Rechts errichtet, deren Gesellschaftskapital je zur Hälfte von einem deutschen und einem französischen Gesellschaftspartner aufgebracht wird.

Das Kraftwerk Iffezheim und seine Nebenanlagen werden von einer von den Vertragsparteien konzessionierten Gesellschaft deutschen Rechts errichtet, deren Gesellschaftskapital je zur Hälfte von einem deutschen und einem französischen Gesellschaftspartner aufgebracht wird.

(7) Die rechtlichen Verhältnisse der Gesellschaften sind in der Anlage II bestimmt. Die Bestimmungen über die wasserrechtlichen Bewilligungen sind in der Anlage III aufgeführt.

(8) Die Ausführung der Bauarbeiten im Rheinbett unterhalb der Staustufe Iffezheim wird Gegenstand einer Übereinkunft zwischen den zuständigen Behörden der Vertragsparteien sein.

Artikel 4

FINANZIERUNG DER BAUARBEITEN

(1) Die Kosten der Bauarbeiten für die in der Anlage I genannten Bauwerke, mit Ausnahme derjenigen für die Kraftwerke und ihre Nebenanlagen, werden je zur Hälfte von den Vertragsparteien getragen. Zu diesen Kosten gehören auch die Kosten für die Schutz- und Anpassungsmassnahmen nach Artikel 3 Absatz 2. Die Zahlungen sind von den Vertragsparteien entsprechend dem Baufortschritt nach Massgabe des nachstehenden Absatzes 2 zu leisten.

(2) Während der Bauarbeiten an den Staustufen Gambsheim und Iffezheim legt jede Vertragspartei der anderen am Ende jedes Kalenderjahres ein Bauprogramm für die Staustufe vor, für die sie Bauherr ist, sowie einen Finanzierungsplan für das nächste Jahr und einen Kostenvoranschlag für das übernächste Jahr. Jede Vertragspartei

— zahlt der anderen am Ende jedes der drei ersten Kalendervierteljahre ein Achtel des im Finanzierungsplan für das laufende Jahr vorgesehenen Gesamtbetrages, der jedoch um den Beitrag der Gesellschaften für das genannte Jahr vermindert wird,

- Sera informée par l'autre, au début de l'année calendaire suivante, des dépenses réellement supportées par celle-ci au cours de l'année écoulée;
- Versera à l'autre, dans un délai de quatre semaines à compter de cette communication des dépenses, la différence entre la moitié de ces dépenses diminuées de la contribution des sociétés concessionnaires pour l'année considérée et la somme des trois versements visés ci-dessus; le trop-perçu éventuel sera pris en compte lors du versement trimestriel suivant.

3. Dès que les travaux d'aménagement de chaque chute seront achevés et intégralement payés, chacune des Parties contractantes communiquera à l'autre un relevé complet et détaillé de ses dépenses. Les Parties contractantes procéderont alors à un règlement définitif sur les bases définies au paragraphe 1 du présent article, compte tenu des règlements provisoires intervenus chaque année.

4. Les dépenses relatives à l'aménagement du cours du Rhin à l'aval de la chute d'Iffezheim (art. 1^{er}, paragraphe 1, 4^e alinéa, de la présente Convention) seront supportées à parts égales par les Parties contractantes au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

En ce qui concerne les mesures de protection contre l'érosion du lit du Rhin, la même règle sera appliquée pour autant que les dépenses ne dépasseront pas sensiblement le montant que les Parties contractantes ont évalué pour un pavage à 111.083.850 F soit 90.000.000 DM, répartis sur quinze à vingt ans. Le dépassement de ce montant sera considéré comme sensible si l'évaluation des dépenses excède 123.426.500 F soit 100.000.000 DM.

Si les études entreprises conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la présente convention révèlent que le devis des travaux excède 123.426.500 F soit 100.000.000 DM, les Parties contractantes se concerteront à nouveau sur la répartition des dépenses.

5. Les Parties contractantes supporteront à parts égales les dépenses relatives aux travaux préparatoires et aux études qui, à compter de la date de signature de la présente Convention, seront entrepris d'un commun accord conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la présente Convention.

6. La République française supportera les dépenses relatives aux installations de protection et d'adaptation du port de Strasbourg, la République fédérale d'Allemagne celles relatives au port de Kehl.

- wird zu Beginn des folgenden Kalenderjahres von der anderen Vertragspartei über die Kosten unterrichtet, die diese während des abgelaufenen Jahres aufgewandt hat,
- zahlt der anderen innerhalb von vier Wochen nach der Unterrichtung den Unterschiedsbetrag zwischen der Hälfte dieser Kosten, vermindert um den für das betreffende Jahr geleisteten Beitrag der Gesellschaften, und der Summe der drei oben genannten Zahlungen; eine etwaige Überzahlung wird bei der nächsten Vierteljahreszahlung ausgeglichen.

(3) Sobald die Arbeiten zum Ausbau jeder Staustufe abgeschlossen und vollständig bezahlt sind, übermittelt jede Vertragspartei der anderen eine vollständige und aufgegliederte Aufstellung ihrer Ausgaben. Die Vertragsparteien nehmen auf der in Absatz 1 angegebenen Grundlage und unter Berücksichtigung der alljährlich vorgenommenen vorläufigen Zahlungen die endgültige Zahlung vor.

(4) Die Kosten für den Ausbau des Rheins unterhalb der Staustufe Iffezheim (Artikel 1 Absatz 1 Unterabsatz 4) tragen die Vertragsparteien entsprechend dem Fortschritt der Bauarbeiten zu gleichen Teilen.

Bezüglich der Massnahmen zum Schutz gegen die Erosion des Rheinbettes gilt die gleiche Regelung, soweit die Kosten nicht wesentlich den Betrag überschreiten, den die Vertragsparteien für eine Sohlenpanzerung mit 90.000.000 DM = 111.083.850 FF geschätzt haben, verteilt auf einen Zeitraum von 15 bis 20 Jahren. Eine wesentliche Überschreitung dieses Betrages ist dann anzunehmen, wenn die geschätzten Kosten 100.000.000 DM = 123.426.500 FF übersteigen.

Ergeben die nach Artikel 1 Absatz 3 eingeleiteten Untersuchungen, dass der Kostenvoranschlag 100.000.000 DM = 123.426.500 FF übersteigt, so verständigen sich die Vertragsparteien erneut über die Kostenverteilung.

(5) Die Vertragsparteien tragen zu gleichen Teilen die Kosten der Vorarbeiten und Untersuchungen, die nach Unterzeichnung dieses Vertrages nach Artikel 1 Absatz 3 einvernehmlich durchgeführt werden.

(6) Die Kosten für Einrichtungen zum Schutz und zur Anpassung des Hafens Kehl trägt die Bundesrepublik Deutschland, die des Hafens Strassburg die Französische Republik.

7. Chaque Partie contractante supportera les dépenses afférentes aux ouvrages destinés à protéger son territoire des dommages pouvant résulter de l'aménagement et prendra à sa charge les indemnités éventuelles destinées à réparer de tels dommages ainsi que les dépenses relatives aux ouvrages de prise ou de rejet d'eau situés sur son territoire.

8. Les dépenses de construction de chaque usine hydro-électrique et de ses ouvrages annexes seront supportées par la société concessionnaire concernée. Chacune des deux sociétés participera en outre aux dépenses de construction des autres ouvrages de l'aménagement, en versant à chacune des Parties contractantes une contribution dont le montant et les modalités de versement sont définis à l'annexe III à la présente Convention.

9. Au cas où l'aménagement du Rhin à l'aval de la chute d'Iffezheim aurait pour effet de réduire la production d'énergie électrique de cette usine en dessous de la valeur retenue pour le calcul de la contribution forfaitaire du concessionnaire, les Parties contractantes examineront avec le concessionnaire, dans le cas où il aurait subi un préjudice, le montant et les modalités de son dédommagement compte tenu de la législation en vigueur dans chaque État.

10. Le règlement entre les Parties contractantes des dépenses visées au paragraphe 1 du présent article et des contributions visées au paragraphe 8 du présent article sera effectué en francs pour la chute de Gamsheim et en deutsche marks pour la chute d'Iffezheim.

11. Serviront de base pour le calcul des montants figurant au paragraphe 4 du présent article et au paragraphe 5 de l'annexe III les parités en vigueur à la date de la signature de la présente Convention et déclarées au Fonds monétaire international.

Il s'ensuit :

- Pour 100 francs la contre-valeur de 81,0199 DM;
- Pour 100 deutsche marks la contre-valeur de 123,4265 F.

Toute modification dans le rapport des parités définies ci-dessus provoquera un rajustement correspondant du calcul des montants visés ci-dessus.

Dans le cas de dévaluation de l'une des deux monnaies les montants précités stipulés dans la monnaie dévaluée seront majorés à due concurrence.

Dans le cas de réévaluation de l'une des deux monnaies par rapport à la parité définie ci-dessus, les montants précités stipulés dans l'autre monnaie seront majorés à due concurrence.

(7) Jede Vertragspartei trägt die Kosten der schadenverhütenden Einrichtungen in ihrem Hoheitsgebiet und übernimmt die an deren Stelle tretenden Entschädigungen sowie die Kosten der in ihrem Hoheitsgebiet liegenden Bauwerke für Wasserentnahmen und -einleitungen.

(8) Die Baukosten der Kraftwerke und ihrer Nebenanlagen werden von der jeweiligen Gesellschaft getragen. Jede Gesellschaft beteiligt sich ferner an den Baukosten der übrigen Bauwerke, indem sie an jede Vertragspartei einen Beitrag zahlt; die Höhe des Beitrags und die Zahlungsweise sind in der Anlage III bestimmt.

(9) Sollte durch den Ausbau des Rheins unterhalb der Staustufe Iffezheim die Erzeugung elektrischer Energie in diesem Kraftwerk unter den der Berechnung des Beitrages der Gesellschaft zugrunde gelegten Wert absinken, so werden die Vertragsparteien mit der Gesellschaft im Falle ihrer Schädigung Art und Höhe der Entschädigung unter Berücksichtigung der in beiden Staaten geltenden gesetzlichen Bestimmungen prüfen.

(10) Die Zahlungen zwischen den Vertragsparteien für die Ausgaben nach Absatz 1 und die Beitragszahlungen nach Absatz 8 werden für die Staustufe Gambsheim in Französischen Franken, für die Staustufe Iffezheim in Deutscher Mark geleistet.

(11) Als Grundlage für die Berechnung der in Absatz 4 dieses Artikels und in Absatz 5 der Anlage III aufgeführten Beträge dienen die am Tage der Unterzeichnung dieses Vertrages geltenden, beim Internationalen Währungsfonds angemeldeten Währungsparitäten.

Daraus ergibt sich

- für 100 DM der Gegenwert von 123,4265 FF.
- für 100 FF der Gegenwert von 81,0199 DM.

Bei jeder Änderung des Verhältnisses der oben aufgeführten Paritäten zueinander wird die Berechnung der vorgenannten Beträge entsprechend angepasst.

Bei einer Abwertung einer der beiden Währungen werden die vorgenannten, in der abgewerteten Währung festgesetzten Beträge entsprechend erhöht.

Bei einer Aufwertung einer der beiden Währungen im Vergleich zu der oben aufgeführten Parität werden die vorgenannten, in der anderen Währung festgesetzten Beträge entsprechend erhöht.

CHAPITRE II

ENTRETIEN, RENOUVELLEMENT ET EXPLOITATION

Article 5

ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT

1. Sous réserve des autres dispositions du présent article, chaque Partie contractante assurera l'entretien et le renouvellement des ouvrages établis sur son territoire, mais, seulement à compter de la date de leur réception définitive, pour ceux d'entre eux construits par l'autre Partie contractante.

2. L'entretien et le renouvellement concernant le barrage fixe, le barrage mobile et une zone de 200 mètres de large à l'amont et à l'aval de l'axe du barrage à l'exception du contre-canal, incomberont à la Partie contractante qui a aménagé la chute.

3. Chaque Partie contractante se réserve le droit de confier sous sa responsabilité, l'entretien et le renouvellement du barrage mobile à la société concessionnaire de l'usine limitrophe; elle devra en informer l'autre Partie contractante. Dans tous les cas, la société concessionnaire concernée devra supporter les dépenses d'entretien et de renouvellement du barrage mobile.

4. Les sociétés concessionnaires assureront l'entretien et le renouvellement des ouvrages qu'elles auront construits.

5. L'entretien et le renouvellement des ouvrages construits à l'aval de la chute d'Iffezheim seront réglés dans l'Accord à intervenir conformément à l'article 1^{er}, paragraphe 3, de la présente Convention.

Article 6

EXPLOITATION

1. Les ouvrages de navigation seront exploités par la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils seront situés.

2. Chaque société concessionnaire exploitera les ouvrages hydro-électriques qu'elle aura construits.

3. L'exploitation des barrages mobiles se fera conformément à un règlement que les Parties contractantes établiront en commun pour chaque chute, après avoir entendu la société concessionnaire concernée. Ce règlement

KAPITEL II

UNTERHALTUNG, ERNEUERUNG UND BETRIEB

Artikel 5

UNTERHALTUNG UND ERNEUERUNG

(1) Vorbehaltlich der anderen Bestimmungen dieses Artikels unterhält und erneuert jede Vertragspartei die in ihrem Hoheitsgebiet liegenden Bauwerke, jedoch die von der anderen Vertragspartei errichteten Bauwerke erst vom Zeitpunkt der endgültigen Übernahme an.

(2) Die Unterhaltung und Erneuerung des Querdammes, des beweglichen Wehres sowie im beiderseits angrenzenden Bereich von je 200 m nach ober- und unterstrom, gerechnet von der Wehrachse, jedoch ausschliesslich des Seitengrabens, obliegen der Vertragspartei, welche die Staustufe errichtet hat.

(3) Jede Vertragspartei behält sich das Recht vor, die Unterhaltung und Erneuerung des beweglichen Wehres unter ihrer Verantwortung der Gesellschaft des angrenzenden Kraftwerks zu übertragen; sie hat die andere Vertragspartei hiervon zu unterrichten. In jedem Falle hat die betreffende Gesellschaft die Kosten der Unterhaltung und Erneuerung des beweglichen Wehres zu tragen.

(4) Die Gesellschaften unterhalten und erneuern die von ihnen errichteten Anlagen.

(5) Die Unterhaltung und Erneuerung der Bauwerke unterhalb der Staustufe Iffezheim werden in der nach Artikel 1 Absatz 3 zu treffenden Übereinkunft geregelt.

Artikel 6

BETRIEB

(1) Die Schiffsahrtsanlagen werden von der Vertragspartei betrieben, in deren Hoheitsgebiet sie liegen.

(2) Jede Gesellschaft betreibt die von ihr errichteten Kraftwerksanlagen.

(3) Der Betrieb der beweglichen Wehre richtet sich nach einer Regelung, welche die Vertragsparteien nach Anhören der betreffenden Gesellschaft für jede Staustufe gemeinsam treffen. Diese Regelung hat die Bedürfnisse der

devra tenir compte des besoins de la production d'énergie, tout en accordant la priorité aux nécessités de l'évacuation des crues et des glaces ainsi qu'à celles de la navigation.

4. Les Parties contractantes pourront confier tout ou partie de l'exploitation de chaque barrage mobile à la société concessionnaire concernée. Même dans ce cas les Parties contractantes se réservent le droit de faire manœuvrer les barrages, après consultation de ladite société concessionnaire, pour des périodes brèves, afin de créer des courants de chasse à l'amont et à l'aval. Dans tous les cas ladite société concessionnaire devra supporter les charges d'exploitation du barrage mobile.

CHAPITRE III

PRODUCTION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

Article 7

RÉPARTITION DE L'ÉNERGIE

1. Les Parties contractantes sont d'accord pour admettre que la force motrice naturelle du Rhin entre Strasbourg/Kehl et Lauterbourg/Neuburgweiler revient par moitié à chacune d'elles.

2. Après satisfaction des besoins propres aux installations de chaque chute et des besoins éventuels visés à l'article 8 de la présente Convention, l'énergie électrique produite par chaque usine sera livrée par les sociétés concessionnaires par moitié à leurs deux associés. Les livraisons d'énergie électrique à l'associé qui a son siège dans l'autre État et le transport de cette énergie auront lieu en franchise de tous droits, taxes et restrictions de droit public, de sorte que cette énergie puisse être exportée dans l'autre État en exemption de toute charge.

3. Si l'associé qui a son siège dans l'autre État ne prend pas la part d'énergie à laquelle il a droit en vertu du paragraphe 2 du présent article, celle-ci sera livrée par la société productrice à l'autre associé. Cette livraison ainsi que les livraisons de cette part d'énergie faites par ce dernier associé seront soumises au régime fiscal de droit commun en vigueur dans l'État où ces livraisons auront lieu. La compensation accordée au premier associé pour cette livraison ne sera pas considérée au regard des taxes sur le chiffre d'affaires comme la contrepartie d'une prestation de services.

Energiegewinnung zu berücksichtigen, jedoch den Erfordernissen der Hochwasser- und Eisabführung sowie denen der Schifffahrt Vorrang zu geben.

(4) Die Vertragsparteien können der jeweiligen Gesellschaft den Betrieb der beweglichen Wehre ganz oder teilweise überlassen. Sie behalten sich auch in diesem Falle das Recht vor, zum Zwecke der Spülung des Ober- und des Unterwassers die beweglichen Wehre im Benehmen mit der jeweiligen Gesellschaft für kurze Zeit betätigen zu lassen. In jedem Falle hat die jeweilige Gesellschaft die Kosten des Betriebs des beweglichen Wehres zu tragen.

KAPITEL III

ERZEUGUNG VON ELEKTRISCHER ENERGIE

Artikel 7

AUFTEILUNG DER ELEKTRISCHEN ENERGIE

(1) Die Vertragsparteien sind sich darüber einig, dass die natürliche Wasserkraft des Rheins zwischen Kehl/Strassburg und Neuburgweier/Lauterburg jeder von ihnen zur Hälfte zusteht.

(2) Die von jedem Kraftwerk erzeugte elektrische Energie wird von den Gesellschaften nach Befriedigung des Eigenbedarfs der Anlagen jeder Staustufe und eines etwaigen Bedarfs nach Artikel 8 je zur Hälfte ihren beiden Gesellschaftspartnern geliefert. Die Lieferungen und der Transport an den Gesellschaftspartner, der seinen Sitz im anderen Staat hat, erfolgen frei von allen Zöllen, Steuern und Beschränkungen des öffentlichen Rechts, so dass diese elektrische Energie unbelastet von jeder Abgabe in den anderen Staat ausgeführt werden kann.

(3) Nimmt der Gesellschaftspartner, der seinen Sitz im anderen Staat hat, den ihm nach Absatz 2 zustehenden Anteil an elektrischer Energie nicht in Anspruch, so wird dieser von der produzierenden Gesellschaft an den anderen Gesellschaftspartner geliefert. Auf diese Lieferungen und deren Weiterlieferungen durch den anderen Gesellschaftspartner sind die steuerlichen Vorschriften anzuwenden, die in dem Staat gelten, in dem die Lieferungen stattfinden. Der dem erstgenannten Gesellschaftspartner für diese Lieferungen gewährte Ausgleich wird umsatzsteuerrechtlich nicht als Gegenleistung für eine Leistung angesehen.

Article 8

INDEMNISATION DES PRODUCTEURS D'ÉNERGIE HYDRO-ÉLECTRIQUE

Chaque société concessionnaire sera tenue d'indemniser en nature ou en espèces les producteurs d'énergie hydro-électrique du Rhin et de ses affluents qui se trouveront privés, du fait de l'aménagement des chutes de Gamsheim et d'Iffezheim, de la possibilité d'utiliser cette force motrice. Les modalités de cette indemnisation seront fixées par les actes de concession.

CHAPITRE IV

PROTECTION CONTRE LES CRUES

Article 9

1. Sur la base des résultats des travaux de la Commission d'études des crues du Rhin, les Parties contractantes conclueront aussitôt que possible un Accord sur les mesures à prendre pour la protection contre les crues et sur la répartition des dépenses qui en résulteront, compte tenu des participations de toute nature à attendre des autres États concernés.

2. Sans attendre la conclusion de l'Accord visé au paragraphe 1 du présent article, les Parties contractantes prendront immédiatement toutes dispositions appropriées pour que les ouvrages situés entre Bâle et Iffezheim soient exploités de manière à écrêter, dans toute la mesure du possible, les crues à l'aval de la chute d'Iffezheim. Les administrations compétentes des Parties contractantes coopéreront directement à l'établissement et à l'application des consignes d'exploitation nécessaires à cette fin.

3. Chacune des Parties contractantes veillera à ce que restent disponibles sur son territoire les terrains permettant de retenir la moitié des volumes d'eau encore nécessaires à l'écrêtement des crues. Cette disposition ne préjuge en rien la répartition des dépenses prévues dans l'Accord visé au paragraphe 1 du présent article.

*Artikel 8*ENTSCHÄDIGUNG DER ERZEUGER ELEKTRISCHER ENERGIE
AUS WASSERKRAFTNUTZUNG

Jede der beiden Gesellschaften hat die Erzeuger elektrischer Energie aus Wasserkraftnutzung am Rhein und seinen Nebenflüssen, denen durch den Bau der Staustufen Gambsheim und Iffezheim die Möglichkeit dieser Wasserkraftnutzung genommen ist, in natura oder durch Geld zu entschädigen. Die Modalitäten dieser Entschädigung werden in den Konzessionsurkunden festgelegt.

KAPITEL IV

HOCHWASSERSCHUTZ

Artikel 9

(1) Die Vertragsparteien schliessen möglichst bald auf der Grundlage der Arbeitsergebnisse der Hochwasser-Studienkommission für den Rhein eine Übereinkunft über die zu treffenden Hochwasserschutzmassnahmen und über die Aufteilung der hierdurch entstehenden Kosten, unter Berücksichtigung der Beteiligungen jeglicher Art, die von den anderen betroffenen Staaten zu erwarten sind.

(2) Ohne den Abschluss der Übereinkunft nach Absatz I abzuwarten, treffen die Vertragsparteien sofort alle geeigneten Vorkehrungen, damit die zwischen Basel und Iffezheim liegenden Bauwerke so betrieben werden, dass die Hochwasserspitzen unterhalb der Staustufe Iffezheim soweit wie möglich abgeflacht werden. Die zuständigen Behörden der Vertragsparteien wirken bei der Ausfertigung und Anwendung der hierfür erforderlichen Betriebsanweisungen unmittelbar zusammen.

(3) Jede Vertragspartei sorgt dafür, dass in ihrem Hoheitsgebiet Gelände für die Hälfte der zum Abflachen der Hochwasserspitzen noch zurückzuhaltenen Wassermengen verfügbar bleibt. Diese Regelung greift nicht der Übereinkunft nach Absatz 1 über die Aufteilung der Kosten vor.

CHAPITRE V

QUESTIONS ÉCONOMIQUES, DOUANIÈRES ET FISCALES

Article 10

1. Dans toute la mesure du possible et à conditions économiques sensiblement égales, les marchés de travaux et les commandes de matériaux, de matières premières et de matériels seront répartis également entre les deux États.

2. Pendant les travaux et jusqu'à la réception définitive des ouvrages visée à l'article 5, paragraphe 1, de la présente Convention, les chantiers et ouvrages seront réputés situés du point de vue fiscal, douanier et de la réglementation du commerce extérieur :

— En territoire français, pour la chute de Gambsheim;

— En territoire allemand, pour la chute d'Iffezheim,

dans la mesure où il s'agit de fournitures de marchandises et d'opérations destinées aux usines de Gambsheim ou d'Iffezheim, et aux installations de ces chutes dont la République française ou la République fédérale d'Allemagne ont la maîtrise d'œuvre en vertu de l'article 3, paragraphes 1 et 2, de la présente Convention.

Ces dispositions seront également applicables à l'entretien et au renouvellement des ouvrages visés à l'article 5, paragraphes 2 et 4, de la présente Convention, ainsi qu'à l'exploitation des ouvrages visés à l'article 6, paragraphes 2 et 3, de la présente Convention.

3. Chacune des Parties contractantes admettra temporairement en suspension des taxes applicables à l'importation les matériels, outillages et leurs pièces de rechange originaires de l'autre État ou en libre pratique sur son territoire, nécessaires à l'exécution des travaux, à l'entretien, au renouvellement et à l'exploitation des ouvrages.

4. Pour l'application des paragraphes 2 et 3 du présent article, les administrations fiscales et douanières compétentes se concerteront et se prêteront toute l'assistance nécessaire en vue de l'application de leurs législations et réglementations nationales.

Les fonctionnaires français pourront circuler sur toute l'étendue du chantier et des ouvrages de la chute de Gambsheim et y appliquer les mesures prévues par la législation et la réglementation françaises.

KAPITEL V

WIRTSCHAFTS-, ZOLL- UND STEUERFRAGEN

Artikel 10

(1) Die Vergabe von Arbeiten und die Aufträge für die Lieferung von Baustoffen, Rohstoffen und Geräten werden soweit wie möglich und zu im wesentlichen gleichen wirtschaftlichen Bedingungen gleichmässig zwischen den beiden Staaten aufgeteilt.

(2) Während der Bauarbeiten und bis zur endgültigen Übernahme der Bauwerke nach Artikel 5 Absatz 1 gelten hinsichtlich der indirekten Steuern und Zölle und hinsichtlich des Ein- und Ausfuhrrechtes die Baustellen und Bauwerke

- der Staustufe Gamsheim als französisches Hoheitsgebiet
- der Staustufe Iffezheim als deutsches Hoheitsgebiet

soweit es sich um Warenlieferungen und Leistungen handelt, die für die Kraftwerke Gamsheim oder Iffezheim und für die Anlagen der Staustufen bestimmt sind, deren Bauherr nach Artikel 3 Absätze 1 und 2 die Bundesrepublik Deutschland oder die Französische Republik ist.

Das gleiche gilt für die Unterhaltung und die Erneuerung der in Artikel 5 Absätze 2 und 4 angeführten Bauwerke sowie für den Betrieb der in Artikel 6 Absätze 2 und 3 angeführten Bauwerke.

(3) Jede Vertragspartei bewilligt frei von Eingangsabgaben die vorübergehende Einfuhr von Geräten, Werkzeugen und deren Ersatzteilen, die aus dem anderen Staat stammen oder sich in dessen Hoheitsgebiet im freien Verkehr befinden und für die Bauarbeiten, die Unterhaltung, die Erneuerung und den Betrieb der Bauwerke erforderlich sind.

(4) Die zuständigen Steuer- und Zollbehörden verständigen sich und leisten sich jede notwendige Unterstützung hinsichtlich der Anwendung ihrer Rechts- und Verwaltungsvorschriften im Rahmen der Regelung der Absätze 2 und 3.

Die französischen Beamten sind berechtigt, sich auf dem gesamten Gebiet der Baustellen und Bauwerke der Staustufe Gamsheim aufzuhalten und dort die Massnahmen zu treffen, die in den französischen Rechts- und Verwaltungsvorschriften vorgesehen sind.

De même, les fonctionnaires allemands pourront circuler sur toute l'étendue du chantier et des ouvrages de la chute d'Iffezheim et y appliquer les mesures prévues par la législation et la réglementation allemandes.

Il ne pourra toutefois être procédé par l'administration d'un État à l'arrestation de ressortissants de l'autre État sur le territoire de ce dernier.

5. Pendant les travaux et jusqu'à la réception définitive des ouvrages visée à l'article 5, paragraphe 1, de la présente Convention, les biens immobiliers et ouvrages ainsi que toutes les installations (y compris en particulier les chantiers de construction et les ateliers de montage) qui y sont établies pour leur construction, leur entretien ou leur renouvellement, et tout travail dépendant qui y est exercé, seront, pour l'application de la Convention du 21 juillet 1959¹ entre la République française et la République fédérale d'Allemagne en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproques en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ainsi qu'en matière de contributions de patentes et de contributions foncières — Convention de double imposition — réputés situés ou exercés entièrement :

- En territoire français, dans le cas de la chute de Gamsheim;
- En territoire allemand, dans le cas de la chute d'Iffezheim,

dans la mesure où ils se rapportent aux usines de Gamsheim ou d'Iffezheim, ainsi qu'aux installations des chutes dont la République française ou la République fédérale d'Allemagne ont la maîtrise d'œuvre en vertu de l'article 3, paragraphes 1 et 2, de la présente Convention.

Ces mêmes dispositions seront applicables pendant la période d'exploitation dans la mesure où il s'agira desdites usines ainsi que des installations des chutes dont l'entretien, le renouvellement et l'exploitation seront soit assurés par les Parties contractantes ou les sociétés concessionnaires, soit transférés à ces dernières.

Les difficultés ou les doutes auxquels l'application du présent paragraphe pourrait donner lieu seront résolus dans le cadre des articles 25, 26 et 27 de la Convention de double imposition.

Dans le cas où la Convention de double imposition viendrait à être modifiée ou remplacée pour une nouvelle Convention, la référence à ladite Convention sera considérée comme se rapportant à la nouvelle Convention.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 770, n° 10999.

Die deutschen Beamten sind berechtigt, sich auf dem gesamten Gebiet der Baustellen und Bauwerke der Staustufe Iffezheim aufzuhalten und dort die Massnahmen zu treffen, die in den deutschen Rechts- und Verwaltungsvorschriften vorgesehen sind.

Die Behörden des einen Staates sind jedoch nicht berechtigt, Angehörige des anderen Staates in dessen Hoheitsgebiet festzunehmen.

(5) Während der Bauarbeiten und bis zur endgültigen Übernahme der Bauwerke nach Artikel 5 Absatz 1 gelten Grundstücke und Bauwerke, ferner die dort für Bau-, Unterhaltungs- oder Erneuerungszwecke unterhaltenen Einrichtungen (einschliesslich insbesondere der Bau- und Montagestellen) sowie die dort ausgeübte nichtselbständige Tätigkeit bei der Anwendung des Abkommens vom 21. Juli 1959 zwischen der Bundesrepublik Deutschland und der Französischen Republik zur Vermeidung der Doppelbesteuerungen und über gegenseitige Amts- und Rechtshilfe auf dem Gebiet der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen sowie der Gewerbesteuern und der Grundsteuern — Doppelbesteuerungsabkommen — in ihrer Gesamtheit als wie folgt geübt :

— im Falle der Staustufe Gamsheim in französischem Hoheitsgebiet,

— im Falle der Staustufe Iffezheim in deutschem Hoheitsgebiet,

soweit sie den Kraftwerken Gamsheim oder Iffezheim oder denjenigen Anlagen der Staustufen dienen, deren Bauherr nach Artikel 3 Absätze 1 und 2 die Französische Republik oder die Bundesrepublik Deutschland ist.

Das gleiche gilt für die Zeit des Betriebs, soweit es sich um die genannten Kraftwerke oder um diejenigen Anlagen der Staustufen handelt, deren Unterhaltung, Erneuerung und Betrieb den Vertragsparteien oder den Gesellschaften obliegen oder den letzteren übertragen sind.

Schwierigkeiten oder Zweifel, die bei der Anwendung dieses Absatzes auftreten, werden im Rahmen der Artikel 25, 26 und 27 des Doppelbesteuerungsabkommens beseitigt.

Sollte das Doppelbesteuerungsabkommen geändert oder durch ein neues Abkommen ersetzt werden, so gelten die Bezugnahmen auf das genannte Abkommen als Bezugnahmen auf das neue Abkommen.

6. Les Parties contractantes n'opposeront aucune entrave et ne prélèveront aucune taxe à l'occasion des transferts de fonds entre les deux États résultant des dispositions de la présente Convention.

7. Les Parties contractantes ne percevront ni droits d'eau ni redevances pouvant être imposés aux sociétés concessionnaires en application de la législation et de la réglementation relatives à l'utilisation de l'énergie hydraulique du Rhin.

8. Les Parties contractantes se concerteront en cas de besoin sur l'application de toute mesure d'ordre général prise par l'une d'elles et qui conduirait à modifier leur situation respective dans l'application du présent article. Une telle mesure pourrait être en particulier l'instauration par l'une d'elles de droits et taxes n'existant pas à la date de la signature de la présente Convention.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS D'EXÉCUTION

Article 11

OCCUPATION DES TERRAINS

Chaque Partie contractante mettra en temps voulu, à la disposition de l'autre, les terrains qui lui sont nécessaires, soit à titre temporaire, soit à titre définitif, pour les études et travaux préparatoires, la construction et l'exploitation des ouvrages à réaliser en application de la présente Convention.

Article 12

PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les Parties contractantes se concerteront avant d'autoriser des prélèvements d'eau dans le Rhin, dans le secteur des deux chutes, notamment pour les besoins de l'économie hydraulique, de l'agriculture, de la pêche et de l'industrie.

Article 13

RÉGIME ADMINISTRATIF

1. Les Parties contractantes se concerteront au sujet des projets et de l'exécution des travaux.

(6) Die Vertragsparteien werden den auf grund dieses Vertrages entstehenden Transfer von Mitteln zwischen den beiden Staaten weder behindern noch besteuern.

(7) Die Vertragsparteien erheben von den Gesellschaften weder Wasserzins noch Gebühren, die sie in Anwendung ihrer Rechts- und Verwaltungsvorschriften über die Nutzung der Wasserkräfte des Rheins erheben könnten.

(8) Die Vertragsparteien verständigen sich, wenn notwendig, über die Anwendung jeder von einer von ihnen getroffenen Massnahme allgemeiner Art, die eine Änderung ihrer jeweiligen Lage hinsichtlich der Anwendung dieses Artikels zur Folge haben würde. Dieser Fall wäre insbesondere dann gegeben, wenn eine Vertragspartei Abgaben einführen würde, die bei Unterzeichnung dieses Vertrages nicht bestanden haben.

KAPITEL VI

DURCHFÜHRUNGSBESTIMMUNGEN

Artikel 11

INANSPRUCHNAHME VON GELÄNDE

Jede Vertragspartei stellt der anderen rechtzeitig das Gelände zur Verfügung, das diese vorübergehend oder ständig für die Untersuchungen und Vorarbeiten sowie den Bau und Betrieb der nach diesem Vertrag zu errichtenden Bauwerke benötigt.

Artikel 12

WASSERENTNAHMEN

Die Vertragsparteien stimmen sich untereinander ab, bevor sie Entnahmen von Wasser aus dem Rhein im Bereich der beiden Staustufen, insbesondere für Zwecke der Wasserwirtschaft, Landeskultur, Fischerei und Industrie gestatten.

Artikel 13

VERWALTUNGSFRAGEN

(1) Die Vertragsparteien verständigen sich hinsichtlich der Entwürfe und der Durchführung der Bauarbeiten.

2. Sauf dispositions contraires de la présente Convention, la construction et l'exploitation des ouvrages seront soumises au droit de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils seront implantés.

3. En ce qui concerne les procédures administratives applicables aux ouvrages, chaque Partie contractante agira en tant que de besoin pour le compte de l'autre et sauvegardera, sur son territoire, les intérêts de celle-ci.

4. Les décisions à intervenir dans le cadre des procédures administratives nécessaires pour la réalisation des aménagements visés à l'article 1^{er} de la présente Convention devront être harmonisées et autant que possible prises simultanément, notamment si elles concernent les deux Parties contractantes.

5. Au fur et à mesure de leur établissement, les projets seront communiqués sans délai à la Commission centrale pour la navigation du Rhin.

Article 14

COMMISSION PERMANENTE

1. Une commission permanente composée de délégués des Parties contractantes sera constituée. Chaque délégation pourra se faire assister d'experts en tant que de besoin. En outre la Commission permanente pourra demander aux Sociétés concessionnaires de se faire représenter par des experts.

2. La Commission permanente devra :

1^o Suivre l'application de la présente Convention, notamment :

Vérifier les projets d'exécution des ouvrages;

Suivre les procédures administratives et veiller à la coordination des décisions;

Coordonner la répartition des marchés de travaux et de fournitures;

Coordonner les travaux de construction;

S'assurer que la construction et l'exploitation des ouvrages sont conformes aux projets et consignes qu'elle a approuvés;

Examiner les questions relatives à l'entretien et au renouvellement des ouvrages;

Donner son avis sur les pièces relatives aux règlements financiers visés à l'article 4 de la présente Convention;

Coordonner le recensement des terrains visés à l'article 9, paragraphe 3, de la présente Convention;

(2) Bau und Betrieb der Bauwerke unterliegen dem Recht der Vertragspartei, in deren Hoheitsgebiet sie errichtet werden, soweit nicht dieser Vertrag etwas anderes bestimmt.

(3) In den auf die Baumassnahmen anzuwendenden behördlichen Verfahren handelt jede Vertragspartei, soweit erforderlich, für die andere und wahrt deren Belange in ihrem Hoheitsgebiet.

(4) Die Bescheide in den zur Durchführung der Baumassnahmen nach Artikel 1 erforderlichen Verfahren sind aufeinander abzustimmen und möglichst gleichzeitig zu erlassen, insbesondere, wenn sie beide Vertragsparteien berühren.

(5) Die Entwürfe werden, sobald sie aufgestellt sind, laufend der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt mitgeteilt.

Artikel 14

STÄNDIGE KOMMISSION

(1) Es wird eine Ständige Kommission aus Delegierten der Vertragsparteien gebildet. Jeder Delegation können je nach Bedarf Sachverständige zur Seite stehen. Ausserdem kann die Ständige Kommission die Gesellschaften auffordern, sich durch Sachverständige vertreten zu lassen.

(2) Die Ständige Kommission hat

1. die Anwendung dieses Vertrages zu verfolgen und insbesondere die Pläne zur Errichtung der Bauwerke zu prüfen, die behördlichen Verfahren zu verfolgen und für die Abstimmung der Bescheide zu sorgen, die Aufteilung von Bauleistungen und Lieferungen abzustimmen, die Bauarbeiten aufeinander abzustimmen, sich zu vergewissern, dass Bau und Betrieb der Bauwerke den genehmigten Plänen und Richtlinien entsprechen, die Fragen der Unterhaltung und Erneuerung der Bauwerke zu prüfen, zu den Unterlagen für die finanzielle Regelung nach Artikel 4 Stellung zu nehmen, die Erfassung des in Artikel 9 Absatz 3 bezeichneten Geländes abzustimmen,

Procéder à la concertation prévue à l'article 12 de la présente Convention.

2° Donner son avis sur les projets d'établissement d'ouvrages dans les secteurs du Rhin et de ses affluents influencés par les retenues.

3° Faire toutes recommandations utiles.

3. La Commission permanente se réunira en tant que de besoin, mais au moins une fois par an. Chaque Partie contractante supportera les frais afférents à sa représentation.

4. Les décisions de la Commission permanente seront prises d'un commun accord par les deux délégations.

5. La Commission permanente établira son règlement intérieur et le soumettra à l'approbation des Parties contractantes.

CHAPITRE VII

QUESTIONS FRONTALIÈRES

Article 15

1. La détermination de la frontière tant sur le cours du Rhin que sur les barrages fixes fera l'objet d'un Accord particulier entre les Parties contractantes.

2. Les membres de la Commission permanente ainsi que les personnes chargées de la surveillance technique, de l'exploitation et de l'entretien des ouvrages auront, pour remplir leurs fonctions, le droit de franchir la frontière sur le barrage fixe et de séjourner sur les ouvrages situés en territoire allemand ou français.

3. Les personnes désignées au paragraphe 2 du présent article devront, dans l'exercice de leurs fonctions, porter sur elles un document établissant leur qualité et le produire à toute réquisition.

CHAPITRE VIII

RÈGLEMENT DES LITIGES

Article 16

RÈGLEMENT AMIABLE

Les litiges concernant l'interprétation ou l'application de la présente Convention devront, dans toute la mesure du possible, être réglés à l'amiable

die in Artikel 12 vorgesehene Abstimmung vorzunehmen,

2. zu den Plänen zur Errichtung von Bauwerken in den Abschnitten des Rheins und seiner Nebenflüsse, soweit sie durch die Stauwirkungen beeinflusst sind, Stellung zu nehmen,
3. alle zweckdienlichen Empfehlungen zu erteilen.

(3) Die Ständige Kommission tritt nach Bedarf, jedoch mindestens einmal jährlich, zusammen. Jede Vertragspartei trägt die Kosten ihrer Vertretung selbst.

(4) Die Beschlüsse der Ständigen Kommission werden in gegenseitigem Einvernehmen der beiden Delegationen gefasst.

(5) Die Ständige Kommission gibt sich eine Geschäftsordnung und unterbreitet sie den Vertragsparteien zur Genehmigung.

KAPITEL VII

GRENZFRAGEN

Artikel 15

(1) Die Festlegung der Grenze im Rhein und auf den Querdämmen ist Gegenstand einer besonderen Übereinkunft der Vertragsparteien.

(2) Die Mitglieder der Ständigen Kommission und die mit der technischen Überwachung, dem Betrieb und der Unterhaltung der Bauwerke beauftragten Personen haben zur Wahrnehmung ihrer Aufgaben das Recht, die Grenze auf dem Querdamm zu überschreiten und sich auf den in deutschem oder französischem Hoheitsgebiet befindlichen Bauwerken aufzuhalten.

(3) Die in Absatz 2 bezeichneten Personen müssen bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben einen Ausweis, aus dem ihre Berechtigung hervorgeht, mit sich führen und jederzeit auf Verlangen vorzeigen.

KAPITEL VIII

BEILEGUNG VON STREITIGKEITEN

Artikel 16

GÜTLICHE REGELUNG

Streitigkeiten über die Auslegung oder Anwendung dieses Vertrages sollen, soweit irgend möglich, durch die Vertragsparteien gütlich beigelegt

par les Parties contractantes; chacune d'elles pourra à cet effet demander l'avis de la Commission permanente.

Article 17

RÈGLEMENT PAR UN TRIBUNAL ARBITRAL

1. Au cas où un différend ne pourrait être réglé conformément à l'article 16 de la présente Convention, il sera soumis à un tribunal arbitral à la demande de l'une des Parties contractantes.

2. Le tribunal arbitral sera composé, dans chaque cas, de la façon suivante : chaque Partie contractante désignera un arbitre choisi parmi ses ressortissants. Les deux arbitres ainsi désignés procéderont à la nomination d'un surarbitre ressortissant d'un État tiers. Si les arbitres et le surarbitre n'ont pas été désignés dans un délai de deux mois, à dater de la demande visée au paragraphe 1 du présent article, chaque Partie contractante pourra demander au Président de la Cour internationale de justice de procéder aux nominations nécessaires. Au cas où le Président aurait la nationalité de l'une des Parties contractantes, ou serait empêché pour un autre motif, le vice-président serait prié de procéder aux nominations nécessaires.

3. Le tribunal arbitral statuera à la majorité des voix. Ses décisions lieront les Parties contractantes. La rémunération des arbitres et les frais de fonctionnement du tribunal seront supportés à parts égales par les Parties contractantes. Sur tous les autres points, le tribunal réglera lui-même sa procédure.

CHAPITRE IX

DISPOSITIONS FINALES

Article 18

PROGRAMME DES TRAVAUX

1. L'aménagement des chutes de Gamsheim et d'Iffezheim sera entrepris au plus tard dès la mise en service des ouvrages de navigation de la chute de Strasbourg. Il commencera par les travaux de la chute de Gamsheim et sera poursuivi sans interruption par les travaux de la chute d'Iffezheim, lesquels seront entrepris au plus tard dès la mise en service des ouvrages de navigation de la chute précédente.

werden; jede Vertragspartei kann zu diesem Zweck die Ständige Kommission um Stellungnahme bitten.

Artikel 17

SCHIEDSGERICHTLICHE REGELUNG

(1) Kann eine Streitigkeit nicht nach Artikel 16 beigelegt werden, so wird sie auf Antrag einer der Vertragsparteien einem Schiedsgericht unterbreitet.

(2) Das Schiedsgericht wird von Fall zu Fall in der Weise gebildet, dass jede Vertragspartei einen Angehörigen ihres Staates als Schiedsrichter bestellt. Die beiden so bestellten Schiedsrichter ernennen einen Obmann, der Angehöriger eines dritten Staates ist. Sind die Schiedsrichter und der Obmann nicht binnen zwei Monaten seit der Antragstellung nach Absatz 1 bestellt worden, so kann jede Vertragspartei den Präsidenten des Internationalen Gerichtshofes bitten, die erforderlichen Ernennungen vorzunehmen. Besitzt der Präsident die Staatsangehörigkeit einer Vertragspartei oder ist er aus einem anderen Grund verhindert, so wird der Vizepräsident gebeten, die erforderlichen Ernennungen vorzunehmen.

(3) Das Schiedsgericht entscheidet mit Stimmenmehrheit. Seine Entscheidungen sind für die Vertragsparteien bindend. Die Bezüge der Schiedsrichter und die aus der Tätigkeit des Gerichts entstehenden Kosten werden von den Vertragsparteien zu gleichen Teilen getragen. Im übrigen regelt das Schiedsgericht sein Verfahren selbst.

KAPITEL IX

SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Artikel 18

BAUPROGRAMM

(1) Der Bau der Staustufen Gamsheim und Iffezheim erfolgt spätestens im Anschluss an die Inbetriebnahme der Schiffsahrtsanlagen der Staustufe Strassburg. Er wird mit den Bauarbeiten an der Staustufe Gamsheim begonnen und ohne Unterbrechung mit den Bauarbeiten an der Staustufe Iffezheim fortgesetzt; diese Arbeiten werden spätestens im Anschluss an die Inbetriebnahme der Schiffsahrtsanlagen der vorhergehenden Staustufe in Angriff genommen.

2. L'exécution des travaux dans le lit du Rhin en aval de la chute d'Iffezheim commencera le plus rapidement possible, compte tenu de la date de mise en service des ouvrages de navigation de la chute d'Iffezheim. Il sera tenu compte des engagements des Parties contractantes à l'égard d'autres États, notamment au sein de la Commission centrale pour la navigation du Rhin.

Article 19

CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION SUR LE TERRITOIRE ALLEMAND

La présente Convention sera applicable au *Land* de Berlin, sauf déclaration contraire du Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne au Gouvernement de la République française dans les trois mois suivant l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 20

ENTRÉE EN VIGUEUR

La présente Convention entrera en vigueur à la date d'échange des instruments de ratification.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

FAIT à Paris le 4 juillet 1969, en quatre exemplaires, dont deux sont rédigés en français et deux en allemand, les quatre textes faisant également foi.

Pour la République française :

Maurice SCHUMANN

Pour la République fédérale d'Allemagne :

Willy BRANDT

(2) Mit den im Rheinbett unterhalb der Staustufe Iffezheim auszuführenden Bauarbeiten wird so schnell wie möglich unter Berücksichtigung des Zeitpunktes der Inbetriebnahme der Schifffahrtsanlagen der Staustufe Iffezheim begonnen. Hierbei sind die Verpflichtungen der Vertragsparteien gegenüber anderen Staaten, insbesondere im Rahmen der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt zu berücksichtigen.

Artikel 19

ANWENDUNGSBEREICH DES VERTRAGES IM DEUTSCHEN HOHEITSGEBIET

Dieser Vertrag gilt auch für das Land Berlin, sofern nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland gegenüber der Regierung der Französischen Republik innerhalb von drei Monaten nach Inkrafttreten des Vertrages eine gegenteilige Erklärung abgibt.

Artikel 20

INKRAFTTRETEN

Dieser Vertrag tritt am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft.

ZU URKUND DESSEN haben die Bevollmächtigten diesen Vertrag unterschrieben und mit ihren Siegeln versehen.

GESCHEHEN zu Paris am 4. Juli 1969 in vier Urschriften, je zwei in französischer und deutscher Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermassen verbindlich ist.

Für die Französische Republik :

Maurice SCHUMANN

Für die Bundesrepublik Deutschland :

[*Illegible—Ilisible*]¹

¹ Willy Brandt.

ANNEXE I

À LA CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE AU SUJET DE L'AMÉNAGEMENT DU RHIN ENTRE STRASBOURG/KEHL ET LAUTERBOURG/NEUBURGWEIER

Caractéristiques techniques des ouvrages des chutes de Gamsheim et d'Iffezheim

1. La chute de Gamsheim comportera essentiellement les ouvrages suivants à réaliser par la République française :

- Un barrage mobile au P. K. 309,1 avec retenue normale à la cote 135 mètres + NN implanté hors du lit du Rhin, sur la rive droite, avec anses d'alimentation et de restitution, capable d'évacuer au moins une crue de 7 200 mètres cubes/seconde; il sera manœuvré de telle façon que la cote 136 mètres + NN ne soit pas dépassée au droit de l'avant-port Nord de Strasbourg pour les débits inférieurs à 2 660 mètres cubes/seconde;
 - Un barrage fixe traversant le lit entre le barrage mobile et l'usine hydro-électrique;
 - Des digues latérales au Rhin et à certains de ses affluents, dotées en tant que de besoin de contre-canaux, et arasées :
 - a) En aval de l'embouchure de la Kinzig (P. K. 298) à 0,20 mètre au-dessus d'un niveau de crue de 7 200 mètres cubes/seconde au barrage, et 1,20 mètre au-dessus d'un niveau de crue de 4 600 mètres cubes/seconde au barrage;
 - b) En amont de l'embouchure de la Kinzig (P. K. 298) à 0,20 mètre au-dessus d'un niveau de crue de 6 500 mètres cubes/seconde à l'échelle de Strasbourg, et 1,20 mètre au-dessus d'un niveau de crue de 4 300 mètres cubes/seconde à l'échelle de Strasbourg dans les limites de l'exhaussement des lignes d'eau;
 - c) En amont des limites fixées sous b avec une revanche de 1,20 mètre sur les lignes d'eau d'exploitation de la chute, dans la mesure où les niveaux naturels sont modifiés;
 - La déviation de certains affluents et l'adaptation des ponts existants sur les affluents aux nouvelles conditions hydrauliques;
 - Un canal de navigation sur la rive gauche muni de deux écluses disposant chacune d'une longueur utile de 270 mètres et d'une largeur de 24 mètres et d'un mouillage d'au moins 3,5 mètres sous l'étiage équivalent de 1962 au point de restitution au fleuve à courant libre et d'au moins 4 mètres sous la retenue hydrostatique de la chute suivante;
 - Une prise d'eau en rivière et un canal de fuite pour l'usine hydro-électrique.
- La chute de Gamsheim comportera également les ouvrages suivants à réaliser par la société concessionnaire :
- Une usine hydro-électrique sur la rive gauche avec groupes bulbes capables d'absorber au total un débit de 1 000 à 1 100 mètres cubes/seconde;

ANLAGE I

ZUM VERTRAG ZWISCHEN DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK UND DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND ÜBER DEN AUSBAU DES RHEINS ZWISCHEN KEHL/STRASSBURG UND NEUBURGWEIER/LAUTERBURG

Technische Merkmale der Bauwerke der Staustufen Gamsheim und Iffezheim

(1) Die Staustufe Gamsheim umfasst im wesentlichen folgende Bauwerke, die von der Französischen Republik zu errichten sind :

- Ein bewegliches Wehr bei Rheinkilometer 309,1 mit Normalstau auf NN + 135,00 m ausserhalb des Rheinbettes am rechten Ufer mit An- und Abströmungsbucht und mit einem Abführungsvermögen von mindestens 7 200 m³/s; es wird so betrieben, dass an der Nordeinfahrt zum Hafen Strassburg der Wasserstand NN + 136,00 m bei einer Wasserführung unter 2 660 m³/s nicht überschritten wird;
- Einen Querdamm durch das Rheinbett zwischen dem beweglichen Wehr und dem Kraftwerk;
- Seitendämme, soweit notwendig mit Seitengräben versehen, längs des Rheins und bestimmter Nebenflüsse, wobei die Krone der Seitendämme gelegt wird
 - a) unterhalb der Kinzigmündung (Rheinkilometer 298,0) 0,20 m über einem Hochwasser von 7 200 m³/s am Wehr und 1,20 m über einem Hochwasser von 4 600 m³/s am Wehr,
 - b) oberhalb der Kinzigmündung (Rheinkilometer 298,0) 0,20 m über einem Hochwasser von 6 500 m³/s am Pegel Strassburg und 1,20 m über einem Hochwasser von 4 300 m³/s am Pegel Strassburg so weit, wie die entsprechenden Wasserspiegellinien nach Errichtung der Bauwerke höher liegen,
 - c) oberhalb des Einflussbereichs nach Buchstabe *b* mit einem Freibord von 1,20 m über den Betriebswasserspiegellinien der Staustufe so weit, wie diese über den entsprechenden natürlichen Wasserspiegellinien liegen;
- Die Umleitung bestimmter Nebenflüsse und die Anpassung der bestehenden Brücken über die Nebenflüsse an die neuen hydraulischen Verhältnisse;
- Einen Schifffahrtskanal auf dem linken Ufer mit zwei Schleusen mit je 270 m nutzbarer Kammerlänge und 24 m Breite und einer Wassertiefe von mindestens 3,50 m bei GIW 62 an der Rückführung in den Strom bei freiem Abfluss und von mindestens 4,00 m unter dem hydrostatischen Stau der nächstfolgenden Staustufe;
- Eine Anströmungsbucht und einen Ablaufkanal für das Kraftwerk.

Die Staustufe Gamsheim umfasst ferner folgende, von der Gesellschaft zu errichtende Bauwerke :

- Ein Kraftwerk am linken Ufer mit Rohrturbinen mit einer Schluckfähigkeit von insgesamt 1 000 bis 1 100 m³/s;

- Les ouvrages annexes nécessaires à l'usine, notamment le poste de transformation et la cité d'exploitation.

2. La chute d'Iffezheim comportera essentiellement les ouvrages suivants à réaliser par la République fédérale d'Allemagne :

- Un barrage mobile au P. K. 334 avec retenue normale à la cote 123,60 mètres + NN, implanté hors du lit du Rhin, sur la rive gauche, avec anses d'alimentation et de restitution, capable d'évacuer au moins une crue de 7 500 mètres cubes/seconde;
- Un barrage fixe traversant le lit entre le barrage mobile et l'usine hydro-électrique;
- Des digues latérales au Rhin et à certains de ses affluents, dotées en tant que de besoin de contre-canaux, et arasées à 0,20 mètre au-dessus d'un niveau de crue de 7 500 mètres cubes/seconde au barrage, et 1,20 mètre au-dessus d'un niveau de crue de 4 800 mètres cubes/seconde au barrage;
- La déviation de certains affluents et l'adaptation des ponts existants sur les affluents aux nouvelles conditions hydrauliques;
- Un canal de navigation sur la rive droite muni de deux écluses, disposant chacune d'une longueur utile de sas de 270 mètres et d'une largeur de 24 mètres, et d'un mouillage d'au moins 3,50 mètres sous l'étiage équivalent de 1962, au point de restitution au fleuve à courant libre et d'au moins 4 mètres sous la retenue hydrostatique de la chute éventuelle suivante;
- Une prise d'eau en rivière et un canal de fuite pour l'usine hydro-électrique;
- Un pont sur le canal aval de navigation en prolongement de l'ouvrage de franchissement du Rhin entre Roppenheim – Wintersdorf, à moins que les Parties contractantes ne conviennent d'autres dispositions.

La chute d'Iffezheim comportera également les ouvrages suivants, à réaliser par la société concessionnaire :

- Une usine hydro-électrique, sur la rive droite, avec groupes bulbes capables d'absorber au total un débit de 1 000 à 1 100 mètres cubes/seconde;
- Les ouvrages annexes nécessaires à l'usine, notamment le poste de transformation et la cité d'exploitation.

ANNEXE II

À LA CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE AU SUJET DE L'AMÉNAGEMENT DU RHIN ENTRE STRASBOURG/KEHL ET LAUTERBOURG/NEUBURGWEIER

Sociétés concessionnaires

1. Les Parties contractantes prendront toutes dispositions afin que les sociétés concessionnaires pour les chutes de Gamsheim, d'une part, Iffezheim, d'autre part, établissent leur statut juridique de façon aussi concordante que possible, eu égard

- Die notwendigen Nebenanlagen des Kraftwerks; dazu gehören insbesondere die Umspannanlage und die Werkswohnungen.

(2) Die Staustufe Iffezheim umfasst im wesentlichen folgende Bauwerke, die von der Bundesrepublik Deutschland zu errichten sind :

- Ein bewegliches Wehr bei Rheinkilometer 334,0 mit Normalstau auf NN + 123,60 m ausserhalb des Rheinbettes am linken Ufer mit An- und Abströmungsbucht und mit einem Abführungsvermögen von mindestens 7 500 m³/s;
- Einen Querdamm durch das Rheinbett zwischen dem beweglichen Wehr und dem Kraftwerk;
- Seitendämme, soweit notwendig mit Seitengräben versehen, längs des Rheins und bestimmter Nebenflüsse, wobei die Krone der Seitendämme 0,20 m über einem Hochwasser von 7 500 m³/s am Wehr und 1,20 m über einem Hochwasser von 4 800 m³/s am Wehr gelegt wird;
- Die Umleitung bestimmter Nebenflüsse und die Anpassung der bestehenden Brücken über die Nebenflüsse an die neuen hydraulischen Verhältnisse;
- Einen Schifffahrtskanal auf dem rechten Ufer mit zwei Schleusen mit je 270 m nutzbarer Kammerlänge und 24 m Breite und einer Wassertiefe von mindestens 3,50 m bei GIW 62 an der Rückführung in den Strom bei freiem Abfluss und von mindestens 4,00 m unter dem hydrostatischen Stau einer etwaigen nächstfolgenden Staustufe;
- Eine Anströmungsbucht und einen Ablaufkanal für das Kraftwerk;
- Eine Brücke über den unteren Schifffahrtskanal im Zuge des Rheinübergangs Wintersdorf-Roppenheim, es sei denn, dass die Vertragsparteien etwas anderes vereinbaren.

Die Staustufe Iffezheim umfasst ferner folgende, von der Gesellschaft zu errichtende Bauwerke :

- Ein Kraftwerk am rechten Ufer mit Rohrturbinen mit einer Schluckfähigkeit von insgesamt 1 000 bis 1 100 m³/s;
- Die notwendigen Nebenanlagen des Kraftwerks; dazu gehören insbesondere die Umspannanlage und die Werkswohnungen.

ANLAGE II

ZUM VERTRAG ZWISCHEN DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK UND DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND ÜBER DEN AUSBAU DES RHEINS ZWISCHEN KEHL/STRASSBURG UND NEUBURGWEIER/LAUTERBURG

Gesellschaften

(1) Die Vertragsparteien treffen alle Massnahmen, damit die beiden Gesellschaften für die Staustufe Gamsheim einerseits und die Staustufe Iffezheim andererseits ihre Rechtsform unter Berücksichtigung gegebenenfalls bestehender Unter-

aux différences existant, le cas échéant, entre le droit français et le droit allemand.

Les principes suivants devront en tout état de cause être retenus :

- Chaque société comprendra deux associés, chacun relevant d'une des Parties contractantes;
- Les associés seront représentés paritairement au sein des organes de chaque société;
- Dans chaque société, les associés désigneront, dans toute la mesure du possible, les mêmes représentants sans que ceux-ci exercent nécessairement les mêmes fonctions.

2. Les projets de statut de chaque société seront, après avis de la Commission permanente visée à l'article 14 de la Convention, soumis à l'approbation des Parties contractantes.

Chacune des Parties contractantes pourra désigner un commissaire ayant le droit de participer à titre consultatif aux assemblées générales ainsi qu'aux séances du conseil d'administration ou du conseil de surveillance de chaque société.

3. S'il apparaît possible de constituer une seule société de droit européen, les Parties contractantes se concerteront afin de prendre toutes dispositions nécessaires pour favoriser cette fusion, après avoir recueilli l'avis des sociétés concessionnaires.

ANNEXE III

À LA CONVENTION ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE AU SUJET DE L'AMÉNAGEMENT DU RHIN ENTRE STRASBOURG/KEHL ET LAUTERBOURG/NEUBURGWEIER

Concessions de forces hydrauliques et contribution financière des sociétés concessionnaires

1. Les concessions de forces hydrauliques seront délivrées pour chaque usine, pour une durée de soixante-quinze ans, par les Parties contractantes, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur dans chacun des deux États.

2. Les actes de concession et leurs modifications éventuelles seront harmonisés suivant les recommandations de la Commission permanente visée à l'article 14 de la Convention. Ils seront délivrés en exemption de tous droits.

3. Les Parties contractantes se communiqueront leurs décisions au sujet des actes de concession et de leurs modifications éventuelles qu'elles mettront en vigueur à la même date.

4. Les Parties contractantes veilleront à ce que les sociétés concessionnaires établissent en commun des consignes d'exploitation des usines hydro-électriques,

schiede zwischen dem deutschen und dem französischen Recht so übereinstimmend wie möglich festlegen.

Die folgenden Grundsätze sind in jedem Falle zu beachten :

- Jede Gesellschaft besteht aus zwei Gesellschaftspartnern, von denen jede Vertragspartei einen Partner stellt;
- Die Gesellschaftspartner sind paritätisch in den Organen jeder Gesellschaft vertreten;
- In jeder Gesellschaft ernennen die Gesellschaftspartner, soweit wie möglich, dieselben Vertreter, ohne dass diese notwendigerweise dieselben Funktionen ausüben.

(2) Die Entwürfe der Satzung jeder Gesellschaft werden nach Stellungnahme der Ständigen Kommission nach Artikel 14 des Vertrages den Vertragsparteien zur Genehmigung vorgelegt.

Jede Vertragspartei kann einen Kommissar ernennen, der das Recht hat, beratend an den Hauptversammlungen und den Sitzungen des Verwaltungsrates oder des Aufsichtsrates jeder Gesellschaft teilzunehmen.

(3) Wenn es möglich erscheint, eine einzige Gesellschaft europäischen Rechts zu schaffen, werden sich die Vertragsparteien absprechen, um nach Stellungnahme der Gesellschaften alle notwendigen Vorkehrungen zur Förderung dieses Zusammenschlusses zu treffen.

ANLAGE III

ZUM VERTRAG ZWISCHEN DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK UND DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND ÜBER DEN AUSBAU DES RHEINS ZWISCHEN KEHL/STRASSBURG UND NEUBURGWEIER/LAUTERBURG

Wasserrechtliche Bewilligungen und finanzieller Beitrag der Gesellschaften

(1) Die wasserrechtlichen Bewilligungen werden für jedes Kraftwerk von den Vertragsparteien nach den in dem betreffenden Staat geltenden Rechts- und Verwaltungsvorschriften auf die Dauer von 75 Jahren erteilt.

(2) Die wasserrechtlichen Entscheidungen und ihre etwaigen Änderungen werden nach den Empfehlungen der in Artikel 14 des Vertrages vorgesehenen Ständigen Kommission aufeinander abgestimmt. Sie ergehen gebührenfrei.

(3) Die Vertragsparteien teilen einander ihre wasserrechtlichen Entscheidungen und deren etwaige Änderungen mit und setzen sie zum gleichen Zeitpunkt in Kraft.

(4) Die Vertragsparteien sorgen dafür, dass die Gesellschaften gemeinsam Anweisungen für den Betrieb ihrer Kraftwerke im Hinblick auf die Regelung des

compte tenu du régime d'écoulement des eaux, notamment des dispositions de l'article 6, paragraphe 3, de la Convention, ainsi que du droit des sociétés concessionnaires de faire fonctionner leurs usines par éclusées. Elles seront soumises pour approbation à la Commission permanente visée à l'article 14 de la Convention.

5. La contribution financière des sociétés concessionnaires, visée à l'article 4, paragraphe 8, de la Convention, est fixée forfaitairement à :

15 000 000 F, soit 12 152 985 DM, pour la chute de Gamsheim sur la base d'une production annuelle moyenne nette évaluée à 595 millions de kilowattheures;

24 305 970 DM, soit 30 000 000 F, pour la chute d'Iffezheim sur la base d'une production annuelle moyenne nette évaluée à 685 millions de kilowattheures.

Ces chiffres de production tiennent compte des indemnisations visées à l'article 8 de la Convention et des pertes d'eau pour éclusages.

Chaque Partie contractante recevra au fur et à mesure de la construction des ouvrages la contribution relative à la chute dont elle est maître d'œuvre.

À cet effet, les Parties contractantes détermineront des versements annuels égaux en fonction de la durée prévue pour la construction de chaque chute. Ils seront exigibles au mois de janvier de chaque année calendaire.

Ablussvorganges, insbesondere auf die Bestimmungen in Artikel 6 Absatz 3 des Vertrages, und unter Berücksichtigung ihres Rechts, Schwellbetrieb durchzuführen, ausarbeiten. Die Anweisungen sind der in Artikel 14 des Vertrages vorgesehenen Ständigen Kommission zur Genehmigung vorzulegen.

(5) Der in Artikel 4 Absatz 8 des Vertrages vorgesehene finanzielle Beitrag der Gesellschaften wird pauschal festgesetzt auf

15 000 000 FF = 12 152 985 DM für die Staustufe Gamsheim, bezogen auf eine ermittelte durchschnittliche jährliche Nettoerzeugung von 595 000 000 kWh,

24 305 970 DM = 30 000 000 FF für die Staustufe Iffezheim, bezogen auf eine ermittelte durchschnittliche jährliche Nettoerzeugung von 685 000 000 kWh.

Diese Produktionszahlen berücksichtigen die Entschädigungen nach Artikel 8 des Vertrages und die Wasserverluste für Schleusungen.

Jede Vertragspartei erhält entsprechend dem Baufortschritt den Beitrag für die Staustufe, für die sie Bauherr ist.

Zu diesem Zweck setzen die Vertragsparteien gleiche jährliche Raten entsprechend der für jede Staustufe vorgesehenen Bauzeit fest. Die Raten sind im Januar jedes Kalenderjahres zu zahlen.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND
THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY CONCERNING
DEVELOPMENT OF THE RHINE BETWEEN
STRASBOURG/KEHL AND LAUTERBOURG/NEUBURGWEIER

The President of the French Republic, President of the Community, and the President of the Federal Republic of Germany,

Desiring to maintain the friendly relations between the two States in the spirit of European co-operation and to promote their economic relations;

Having recognized the advantage for both States of undertaking the joint development of the course of the Rhine between Strasbourg/Kehl and Lauterbourg/Neuburgweier and of concluding a Convention for that purpose, have appointed as their plenipotentiaries:

The President of the French Republic, President of the Community:
Mr. Maurice Schumann, Minister for Foreign Affairs;

The President of the Federal Republic of Germany: Mr. Willy Brandt, Federal Minister for Foreign Affairs,

who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions:

CHAPTER I

GENERAL PRINCIPLES OF THE DEVELOPMENT

Article 1

DEFINITION OF THE WORKS

1. The French Republic and the Federal Republic of Germany shall jointly develop, in accordance with the following articles:

¹ Came into force on 2 October 1970 by the exchange of the instruments of ratification, which took place at Bonn, in accordance with article 20.

The Gamsbheim barrage by means of a fixed dam in the bed of the river, a movable weir on the German bank, a set of locks and a hydroelectric plant on the French bank, levees, side-channels and the necessary appurtenant works;

The Iffezheim barrage by means of a fixed dam in the bed of the river, a movable weir on the French bank, a set of locks and a hydroelectric plant on the German bank, levees, side-channels and the necessary appurtenant works;

The course of the Rhine downstream of the Iffezheim barrage with a view to preventing or remedying erosion of the river-bed and the related lowering of the water-level of the Rhine and ensuring in that sector conditions for navigation at least equivalent, as regards the depth of the channel, to those which will be attained as a result of the development of the Rhine between Lauterbourg/Neuburgweier and Sankt Goar.

2. The technical characteristics of the works at the two barrages are specified in annex I to this Convention.

3. As regards the development of the Rhine downstream of the Iffezheim barrage, the Contracting Parties envisage the progressive paving of the bed of the Rhine and supplementary measures to deepen the navigable channel. They shall jointly study the technical feasibility of such measures. If the studies on the paving of the river-bed indicate that the desired objectives cannot be attained, the Contracting Parties shall agree on other appropriate measures. In each case, the technical characteristics of the necessary works shall be subsequently specified in a separate Agreement.

Article 2

CONDITIONS FOR THE DEVELOPMENT

1. The development defined in article 1 of this Convention shall be carried out in such a way as not to cause, in the area of the two barrages, any adverse change in the present water-table or in the flow conditions of the old arms of the Rhine and its affluents. The development must not result in any serious impediment to navigation. The interests of water-supply, agriculture and fisheries shall be preserved. Consideration shall also be given, to the fullest extent possible, to protection of the landscape.

2. The development shall be executed in such a way that the works at the two barrages lend themselves to the construction of permanent road crossings, open to public traffic. The additional costs in respect of the development itself and of the construction of such crossings, and the costs in respect of maintenance and renovation of the road installations, shall be borne by the Contracting Parties, in accordance with the Agreement relating to permanent

bridges and ferries across the Rhine at the Franco-German frontier of 30 January 1953. The supplementary works involved must not result in any delay in the construction programme as provided for in article 18 of this Convention.

Article 3

SUPERINTENDENCE OF THE WORKS

1. The French Republic shall carry out the works at the Gamsheim barrage described in annex I to this Convention, with the exception of the hydroelectric plant and its appurtenant works.

The Federal Republic of Germany shall carry out the works at the Iffezheim barrage described in annex I to this Convention, with the exception of the hydroelectric plant and its appurtenant works.

2. In the case of each barrage, the superintending Contracting Party shall also construct such works as may be necessitated by the new water conditions for the protection and adaptation of means of communication, harbours, wharves and shipyards affected by the project and of any other existing installations situated on the riverward side of the side-channels or, where there are no such channels, of the landward foot of the levees.

3. The French Republic shall be superintendent of works for the port of Strasbourg; the Federal Republic of Germany shall be superintendent of works for the port of Kehl.

4. Each Contracting Party shall construct in its territory such installations for the prevention of damage as may be necessitated by the development, on the landward side of the side-channels or, where there are no such channels, of the levees, as well as the structures for the intake and discharge of water. The plans for the intake and discharge structures shall be subject to approval by the superintendent for the barrage in question, which shall supervise the execution of the plans, unless it is requested to execute them itself.

5. Each Contracting Party reserves the right to entrust to a third party of its choice, on its own responsibility, the execution of the works devolving upon it; it shall, however, inform the other Contracting Party accordingly.

6. The Gamsheim hydroelectric plant and its appurtenant works shall be constructed by a company under French law to which the Contracting Parties shall grant a concession and whose registered capital shall be subscribed in equal proportions by a French partner and a German partner.

The Iffezheim hydroelectric plant and its appurtenant works shall be constructed by a company under German law to which the Contracting Parties

shall grant a concession and whose registered capital shall be subscribed in equal proportions by a German partner and a French partner.

7. The provisions relating to the legal status of the concessionary companies are set out in annex II to this Convention. The provisions relating to concessions of water-power rights are set out in annex III to this Convention.

8. The execution of the works to be undertaken in the bed of the Rhine downstream of the Iffezheim barrage shall be the subject of an Agreement between the competent authorities of the Contracting Parties.

Article 4

FINANCING OF THE WORKS

1. The costs arising from the construction of the works referred to in annex I to this Convention, with the exception of costs in respect of the hydro-electric plants and their appurtenant works, shall be borne in equal proportions by the Contracting Parties. Such costs shall also include costs relating to the installations for protection and adaptation referred to in article 3, paragraph 2, of this Convention. Payments in respect of such costs shall be made by each Contracting Party commensurately with the progress of the works, in accordance with paragraph 2 of this article.

2. During the execution of the works at the Gambsheim and Iffezheim barrages, each Contracting Party shall submit to the other, at the end of each calendar year, a programme of works in respect of the barrage for which it is superintendent and a financing schedule for the coming year, together with an estimate of the costs for the year next following the coming year. Each Contracting Party shall:

- Pay to the other, at the end of each of the first three quarters, one eighth of the total amount provided for in the financing schedule for the current year; however, the said total amount shall be reduced by the amount of the contribution from the concessionary companies for the year in question;
- Receive notice from the other Contracting Party, at the beginning of the following calendar year, of the costs actually incurred by that other Party during the past year;
- Pay to the other Contracting Party, within a period of four weeks from the date of notification of the said costs, the difference between one half of the said costs less the contribution from the concessionary companies for the year in question and the amount of the three payments referred

to above; any overpayment shall be taken into account at the time of the next quarterly payment.

3. As soon as the development works at each barrage have been completed and fully paid for, each Contracting Party shall transmit to the other Party a full and detailed statement of its expenditure. The Contracting Parties shall thereupon effect a final settlement on the basis specified in paragraph 1 of this article, having regard to the provisional payments made each year.

4. The costs relating to development of the course of the Rhine downstream of the Iffezheim barrage (article 1, paragraph 1, fourth subparagraph, of this Convention) shall be defrayed in equal proportions by the Contracting Parties, commensurately with the progress of the works.

The same shall apply with regard to measures of protection against erosion of the river-bed, provided that the costs do not substantially exceed the amount estimated by the Contracting Parties for paving, namely, 111,083,850 francs or DM 90 million over a period of between 15 and 20 years. That amount shall be deemed to be substantially exceeded if the estimated costs exceed 123,426,500 francs or DM 100 million.

If the studies undertaken in accordance with article 1, paragraph 3, of this Convention indicate that the cost estimate for the works exceeds 123,426,500 francs or DM 100 million, the Contracting Parties shall come to a new agreement concerning apportionment of the costs.

5. The Contracting Parties shall bear in equal proportions the costs relating to such preparatory works and studies as may, with effect from the date of signature of this Convention, be undertaken by mutual agreement in accordance with article 1, paragraph 3, of this Convention.

6. The French Republic shall bear the costs relating to installations for the protection and adaptation of the port of Strasbourg; the Federal Republic of Germany shall bear such Costs relating to the port of Kehl.

7. Each Contracting Party shall bear the costs pertaining to works for protection against damage in its territory and shall be responsible for any compensation in respect of such damage, as well as the costs relating to structures for the intake and discharge of water situated in its territory.

8. The costs of construction of each hydroelectric plant and its appurtenant works shall be borne by the concessionary company concerned. In addition, each company shall share the costs of construction of the other development works by paying to each of the Contracting Parties a contribution the

amount and modalities of payment of which are specified in annex III to this Convention.

9. Should the development of the Rhine downstream of the Iffezheim barrage cause the output of electric power at the Iffezheim plant to fall below the value which was taken as the basis for computing the agreed contribution from the concessionary company, the Contracting Parties shall, if the concessionary company has suffered damage, consider jointly with the said company the amount and modalities of compensation, having regard to the laws in force in each State.

10. Payment between the Contracting Parties of the costs referred to in paragraph 1 of this article and of the contributions referred to in paragraph 8 of this article shall be effected in francs in respect of the Gamsheim barrage and in Deutsche Mark in respect of the Iffezheim barrage.

11. The par values in effect on the date of signature of this Convention, as declared to the International Monetary Fund, shall serve as the basis for computing the amounts indicated in paragraph 4 of this article and in annex III, paragraph 5.

It follows that:

- 100 francs shall have an exchange value of DM 81.0199;
- DM 100 shall have an exchange value of 123.4265 francs.

Any change in the relationship of the par values specified above shall entail a corresponding adjustment in the computation of the amounts referred to above.

In the event of the devaluation of either currency, such amounts stipulated in the devalued currency shall be increased accordingly.

In the event of the revaluation of either currency in relation to the par value specified above, such amounts stipulated in the other currency shall be increased accordingly.

CHAPTER II

MAINTENANCE, RENOVATION AND OPERATION

Article 5

MAINTENANCE AND RENOVATION

1. Subject to the other provisions of this article, each Contracting Party shall be responsible for the maintenance and renovation of the works situated

in its territory, but only as from the date of final acceptance in the case of works constructed by the other Contracting Party.

2. The Contracting Party which has developed the barrage in question shall be responsible for maintenance and renovation with regard to the fixed dam, the movable weir and a zone extending 200 metres upstream and downstream respectively of the axis of the dam, with the exception of the side-channel.

3. Each Contracting Party reserves the right to entrust to the concessionary company for the adjoining plant, on its own responsibility, the maintenance and renovation of the movable weir; it shall inform the other Contracting Party accordingly. The concessionary company concerned shall in all cases bear the costs of maintenance and renovation of the movable weir.

4. The concessionary companies shall be responsible for the maintenance and renovation of the works constructed by them.

5. The maintenance and renovation of works constructed downstream of the Iffezheim barrage shall be regulated by the Agreement to be concluded in accordance with article 1, paragraph 3, of this Convention.

Article 6

OPERATION

1. Navigational installations shall be operated by the Contracting Party in whose territory they are situated.

2. Each concessionary company shall operate the hydroelectric installations constructed by it.

3. The movable weirs shall be operated in accordance with regulations to be established jointly by the Contracting Parties in respect of each barrage, after a hearing of the concessionary company concerned. The regulations shall take into account the requirements of power generation but shall accord priority to the exigences of draining off floodwater and removing ice and to those of navigation.

4. The Contracting Parties may entrust all or part of the operation of each movable weir to the concessionary company concerned. Even in that event, the Contracting Parties reserve the right to manipulate the weirs, after consultation with the concessionary company, for short periods in order to create flushes upstream and downstream. The concessionary company concerned shall in all cases bear the costs of operation of the movable weir.

CHAPTER III

ELECTRIC POWER PRODUCTION

Article 7

DISTRIBUTION OF POWER

1. The Contracting Parties agree that each of them is entitled to a half-share of the natural motive power of the Rhine between Strasbourg/Kehl and Lauterbourg/Neuburgweier.

2. After the internal requirements of the installations at each barrage and any requirements under article 8 of this Convention have been met, the electric power generated by each plant shall be delivered by the concessionary companies in equal proportions to their two partners. Deliveries of electric power to the partner which has its headquarters in the other State, and the conveyance of such power, shall be effected free of all duties, taxes and restrictions under public law, in order that the said power may be exported to the other State exempt from any levy.

3. If the partner which has its headquarters in the other State does not take the proportion of power to which it is entitled under paragraph 2 of this article, the said power shall be delivered by the producing company to the other partner. Such deliveries, and distributions of that portion of power by the last-mentioned partner, shall be subject to the ordinary tax laws in force in the State in which the deliveries are effected. Compensation granted to the first-mentioned partner for such deliveries shall not be regarded, for the purpose of turnover taxes, as a consideration for services rendered.

Article 8

COMPENSATION OF PRODUCERS OF HYDROELECTRIC POWER

Each concessionary company shall be required to compensate, in kind or in cash, any producers of hydroelectric power generated by the motive power of the Rhine or its affluents who, as a result of the development of the Gambsheim and Iffezheim barrages, are deprived of the opportunity of using the said motive power. The modalities of such compensation shall be specified in the instruments of concession.

CHAPTER IV

PROTECTION AGAINST FLOODING

Article 9

1. On the basis of the findings of the Commission to Study Flooding of the Rhine, the Contracting Parties shall as soon as possible conclude an Agreement concerning measures to be taken for protection against flooding and apportionment of the resulting costs, taking into account the contributions of all kinds to be expected from the other States concerned.

2. Without awaiting the conclusion of the Agreement referred to in paragraph 1 of this article, the Contracting Parties shall immediately make all appropriate arrangements to ensure that works situated between Basel and Iffezheim are operated in such a way as to reduce, to the fullest extent possible, the cresting of floodwater downstream of the Iffezheim barrage. The competent authorities of the Contracting Parties shall co-operate directly in the establishment and application of such operating instructions as may be necessary for that purpose.

3. Each Contracting Party shall ensure that sufficient lands to hold one half of the volume of water which must still be retained in order to reduce the cresting of floodwater remain available in its territory. This provision shall be without prejudice to the apportionment of costs to be provided for in the Agreement referred to in paragraph 1 of this article.

CHAPTER V

ECONOMIC, CUSTOMS AND FISCAL QUESTIONS

Article 10

1. To the fullest extent possible and on substantially equal economic terms, work contracts and orders for the supply of construction materials, raw materials and equipment shall be apportioned equally between the two States.

2. During the construction work and until final acceptance of the works as referred to in article 5, paragraph 1, of this Convention, construction sites and works shall, for fiscal and customs purposes and for the purposes of external trade regulations, be deemed to be situated :

- In French territory, in the case of the Gambsheim barrage;
- In German territory, in the case of the Iffezheim barrage.

as regards supplies of goods and services intended for the Gamsheim or Iffezheim plant or for those installations at the barrages for which the French Republic or the Federal Republic of Germany is superintendent pursuant to article 3, paragraphs 1 and 2, of this Convention.

The same shall apply to the maintenance and renovation of the works referred to in article 5, paragraphs 2 and 4, of this Convention, and to the operation of the works referred to in article 6, paragraphs 2 and 3, of this Convention.

3. Each Contracting Party shall permit the temporary entry, free of import levies, of such equipment, tools and spare parts originating in the other State or freely in use in its territory as are necessary for the construction, maintenance, renovation or operation of the works.

4. For the purposes of paragraphs 2 and 3 of this article, the competent fiscal and customs authorities shall come to an agreement and shall lend one another all necessary assistance with a view to the application of their national laws and regulations.

French officials may proceed to any part of the construction site and works at the Gamsheim barrage and may apply there any measures provided for in French laws and regulations.

German officials may likewise proceed to any part of the construction site and works at the Iffezheim barrage and may apply there any measures provided for in German laws and regulations.

The authorities of one of the States may not, however, arrest nationals of the other State in the territory of that other State.

5. During the construction work and until final acceptance of the works as referred to in article 5, paragraph 1, of this Convention, immovable property and works, together with all installations (including, in particular, the construction sites and assembly shops) established there for the purpose of construction, maintenance or renovation, and any employment exercised there shall, for the purposes of the Convention of 21 July 1959¹ between the French Republic and the Federal Republic of Germany for the Avoidance of Double Taxation and the Establishment of Principles for Reciprocal Administrative and Legal Assistance with respect to Taxes on Income and Fortune, Business Taxes and Land Taxes (Double Taxation Convention), be deemed to be situated or exercised entirely:

- In French territory, in the case of the Gamsheim barrage;
- In German territory, in the case of the Iffezheim barrage,

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 770, No. 10999.

in so far as they are related to the Gambsheim or Iffezheim plant, or to those installations at the barrages for which the French Republic or the Federal Republic of Germany is superintendant pursuant to article 3, paragraphs 1 and 2, of this Convention.

The same shall apply during the period of operation as regards the said plants and those installations at the barrages whose maintenance, renovation and operation devolve upon the Contracting Parties or the concessionary companies or are entrusted to the concessionary companies.

Any difficulties or doubts that may arise in the application of this paragraph shall be resolved in accordance with articles 25, 26 and 27 of the Double Taxation Convention.

If the Double Taxation Convention is modified or superseded by a new Convention, any reference to the said Convention shall be deemed to be a reference to the new Convention.

6. The Contracting Parties shall not place any impediment or levy any tax on transfers of funds between the two States arising from the provisions of this Convention.

7. The Contracting Parties shall not collect from the concessionary companies any water-rates or charges which they would be entitled to impose under their own laws and regulations relating to the use of the motive power of the Rhine.

8. The Contracting Parties shall, if the need arises, come to an agreement concerning the application of any measure of a general nature taken by either Party which would result in a change in their respective situations in relation to the application of this article. Such measures would include, in particular, the imposition by either Party of duties or taxes which did not exist on the date of signature of this Convention.

CHAPTER VI

PROVISIONS RELATING TO IMPLEMENTATION

Article 11

OCCUPATION OF LANDS

Each Contracting Party shall make available in due time to the other Party such lands as it may need, either temporarily or permanently, for the purpose of studies and preparatory work and for the construction and operation of the works to be carried out pursuant to this Convention.

Article 12

TAKING OF WATER

The Contracting Parties shall come to an agreement before authorizing the taking of water from the Rhine in the area of the two barrages, particularly for purposes of water-supply, agriculture, fisheries and industry.

Article 13

ADMINISTRATIVE QUESTIONS

1. The Contracting Parties shall come to an agreement concerning the plans for and execution of the works.

2. Unless otherwise provided in this Convention, the construction and operation of the works shall be subject to the law of the Contracting Party in whose territory they are to be constructed.

3. As regards the administrative procedures applicable to the works, each Contracting Party shall act as necessary on behalf of the other Party and shall safeguard the latter's interests within its territory.

4. Decisions under such administrative procedures as are necessary for the execution of the works referred to in article 1 of this Convention shall be co-ordinated and, as far as possible, shall be taken simultaneously, especially where they affect both Contracting Parties.

5. As and when plans are drawn up, they shall be communicated without delay to the Central Commission for the Navigation of the Rhine.

Article 14

STANDING COMMISSION

1. A Standing Commission composed of delegates of the Contracting Parties shall be established. Each delegation may arrange to be assisted as necessary by experts. In addition, the Standing Commission may request the concessionary companies to arrange to be represented by experts.

2. The Standing Commission shall:

(1) Keep under review the application of this Convention, and in particular:

Examine the plans for construction of the works;

Keep the administrative procedures under review and ensure the co-ordination of decisions;

Co-ordinate the apportionment of work and supply contracts;

Co-ordinate the construction work;

Satisfy itself that the construction and operation of the works are in conformity with the plans and instructions approved by the Commission;

Consider questions relating to the maintenance and renovation of the works;

Formulate its views on documents relating to financial settlements as referred to in article 4 of this Convention;

Co-ordinate the registration of the lands referred to in article 9, paragraph 3, of this Convention;

Come to an agreement as provided for in article 12 of this Convention;

(2) Formulate its views on plans for the construction of works in sectors of the Rhine and its affluents affected by the damming;

(3) Make all such recommendations as may be expedient.

3. The Standing Commission shall meet as necessary, but at least once a year. Each Contracting Party shall bear the costs relating to its representation.

4. Decisions of the Standing Commission shall be taken by mutual agreement between the two delegations.

5. The Standing Commission shall establish its rules of procedure and submit them for approval to the Contracting Parties.

CHAPTER VII

FRONTIER QUESTIONS

Article 15

1. The determination of the frontier along the course of the Rhine and on the fixed dams shall be the subject of a separate Agreement between the Contracting Parties.

2. Members of the Standing Commission and persons responsible for the technical supervision, operation and maintenance of the works shall be entitled, for the purpose of discharging their duties, to cross the frontier on the fixed dam and to remain on the site of the works situated in German or French territory.

3. The persons specified in paragraph 2 of this article must, when engaged in the performance of their duties, carry with them a document evidencing their status and must produce it whenever requested to do so.

CHAPTER VIII

SETTLEMENT OF DISPUTES

Article 16

AMICABLE SETTLEMENT

Disputes relating to the interpretation or application of this Convention shall, to the fullest extent possible, be settled amicably by the Contracting Parties; either Party may, to that end, seek the views of the Standing Commission.

Article 17

SETTLEMENT BY AN ARBITRAL TRIBUNAL

1. If a dispute cannot be settled in accordance with article 16 of this Convention, it shall, at the request of either of the Contracting Parties, be submitted to an arbitral tribunal.

2. The arbitral tribunal shall be composed, on an *ad hoc* basis, in the following manner: each Contracting Party shall appoint as an arbitrator one of its nationals. The two arbitrators thus appointed shall name an umpire, who shall be a national of a third State. If the arbitrators and the umpire have not been appointed within two months of the date of the request referred to in paragraph 1 of this article, either Contracting Party may request the President of the International Court of Justice to make the necessary appointments. If the President is a national of either Contracting Party or is unable to act for any other reason, the Vice-President shall be requested to make the necessary appointments.

3. The arbitral tribunal shall take decisions by majority vote. Its decisions shall be binding on the Contracting Parties. The remuneration of the arbitrators and the operating costs of the tribunal shall be borne in equal proportions by the Contracting Parties. In all other matters, the tribunal shall determine its own procedure.

CHAPTER IX

FINAL PROVISIONS

Article 18

CONSTRUCTION PROGRAMME

1. Construction work at the Gamsheim and Iffezheim barrages shall be initiated at the latest as from the entry into operation of the navigational works at the Strasbourg barrage. It shall commence with the work at the Gamsheim barrage and shall continue, without interruption, with the work at the Iffezheim barrage, which shall be initiated at the latest as from the entry into operation of the navigational works at the preceding barrage.

2. Execution of the works in the bed of the Rhine downstream of the Iffezheim barrage shall commence as rapidly as possible, account being taken of the date of entry into operation of the navigational works at the Iffezheim barrage. Account shall be taken of the obligations of the Contracting Parties towards other States, particularly within the framework of the Central Commission for the Navigation of the Rhine.

Article 19

SCOPE OF APPLICATION OF THE CONVENTION IN GERMAN TERRITORY

This Convention shall also apply to *Land Berlin*, provided that the Government of the Federal Republic of Germany has not delivered a contrary declaration to the Government of the French Republic within three months of the entry into force of the Convention.

Article 20

ENTRY INTO FORCE

This Convention shall enter into force on the date of exchange of the instruments of ratification.

IN WITNESS WHEREOF the plenipotentiaries have signed this Convention and have thereto affixed their seals.

DONE at Paris on 4 July 1969, in four copies, two in French and two in German, all four texts being equally authentic.

For the French Republic:

Maurice SCHUMANN

For the Federal Republic of Germany:

Willy BRANDT

ANNEX I

TO THE CONVENTION BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY CONCERNING DEVELOPMENT OF THE RHINE BETWEEN STRASBOURG/KEHL AND LAUTERBOURG/NEUBURGWEIER

Technical characteristics of the works at the Gamsheim and Iffezheim barrages

1. The Gamsheim barrage shall consist primarily of the following works, to be constructed by the French Republic:

- A movable weir at Rhine kilometre 309.1, with a normal storage level of 135 metres above mean sea level, outside the bed of the Rhine, on the right bank, with intake and re-entry channels, capable of discharging a flow of at least 7,200 cubic metres per second; the weir shall be manipulated in such a way that the level of 136 metres above mean sea level is not exceeded at the northern entrance to the port of Strasbourg under flow conditions of less than 2,660 cubic metres per second;
- A fixed dam across the river-bed between the movable weir and the hydro-electric plant;
- Levees, with side channels as necessary, along the Rhine and certain of its affluents, the height of the levees being:
 - (a) Downstream of the mouth of the Kinzig (Rhine kilometre 298), 0.20 metres above a flood level of 7,200 cubic metres per second at the weir and 1.20 metres above a flood level of 4,600 cubic metres per second at the weir;
 - (b) Upstream of the mouth of the Kinzig (Rhine kilometre 298), 0.20 metres above a flood level of 6,500 cubic metres per second at the Strasbourg floodmeter and 1.20 metres above a flood level of 4,300 cubic metres per second at the Strasbourg floodmeter, wherever the lines of water level are raised as a result of the construction of the works;

- (c) Upstream of the area specified in subparagraph (b), with a freeboard of 1.20 metres above the normal operating lines of water level at the barrage, in so far as the natural levels are changed;
- The diversion of certain affluents and adaptation of the existing bridges over the affluents to the new water conditions;
 - A navigation channel on the left bank having two locks, each with a working length of 270 metres and a width of 24 metres, and a depth of at least 3.5 metres below the 1962 low water level at the point of re-entry to the river under free flow conditions and at least 4 metres below the hydrostatic storage level at the following barrage;
 - A river intake and a tail-race for the hydroelectric plant.

The Gamsheim barrage shall also include the following works, to be constructed by the concessionary company:

- A hydroelectric plant on the left bank having axial flow turbines with a total intake capacity of from 1,000 to 1,100 cubic metres per second;
- The appurtenant works necessary to the plant, including, in particular, the transformer station and housing for workers.

2. The Iffezheim barrage shall consist primarily of the following works, to be constructed by the Federal Republic of Germany:

- A movable weir at Rhine kilometre 334, with a normal storage level of 123.60 metres above mean sea level, outside the bed of the Rhine, on the left bank, with intake and re-entry channels, capable of discharging a flow of at least 7,500 cubic metres per second;
- A fixed dam across the river-bed between the movable weir and the hydroelectric plant;
- Levees, with side channels as necessary, along the Rhine and certain of its affluents, the height of the levels being 0.20 metres above a flood level of 7,500 cubic metres per second at the weir and 1.20 metres above a flood level of 4,800 cubic metres per second at the weir;
- The diversion of certain affluents and adaptation of the existing bridges over the affluents to the new water conditions;
- A navigation channel on the right bank having two locks, each with a working length of 270 metres and a width of 24 metres, and a depth of at least 3.50 metres below the 1962 low water level at the point of re-entry to the river under free flow conditions and at least 4 metres below the hydrostatic storage level at the following barrage, if any;
- A river intake and a tail-race for the hydroelectric plant;
- A bridge over the downstream navigation channel as a continuation of the Roppenheim-Wintersdorf crossing of the Rhine, unless the Contracting Parties come to some other agreement.

The Iffezheim barrage shall also include the following works, to be constructed by the concessionary company:

- A hydroelectric plant on the right bank, having axial flow turbines with a total intake capacity of between 1,000 and 1,100 cubic metres per second;
- The appurtenant works necessary to the plant, including, in particular, the transformer station and housing for workers.

ANNEX II

TO THE CONVENTION BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY CONCERNING DEVELOPMENT OF THE RHINE BETWEEN STRASBOURG/KEHL AND LAUTERBOURG/NEUBURGWEIER

Concessionary companies

1. The Contracting Parties shall take all measures to ensure that the concessionary companies for the Gamsheim barrage and the Iffezheim barrage respectively establish their legal status as uniformly as possible, having regard to any differences that may exist between French law and German law.

The following principles shall in any event be observed:

- Each company shall consist of two partners, and each Contracting Party shall have jurisdiction over one of the partners;
- The partners shall be represented in equal numbers in the organs of each company;
- In each company the partners shall, so far as possible, appoint the same representatives, although the latter need not necessarily perform the same functions.

2. The draft articles of association of each company shall, after the Standing Commission referred to in article 14 of the Convention has formulated its views thereon, be submitted for approval to the Contracting Parties.

Each Contracting Party may appoint a commissioner, who shall be entitled to participate in an advisory capacity in the general meetings and meetings of the board of directors of each company.

3. If it appears feasible to constitute a single company under European law, the Contracting Parties shall come to an agreement with a view to taking all necessary measures to promote such a merger, after ascertaining the views of the concessionary companies.

ANNEX III

TO THE CONVENTION BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY CONCERNING DEVELOPMENT OF THE RHINE BETWEEN STRASBOURG/KEHL AND LAUTERBOURG/NEUBURGWEIER

Concessions of water-power rights and financial contribution from the concessionary companies

1. Concessions of water-power rights shall be granted in respect of each plant, for a term of 75 years, by the Contracting Parties, in accordance with the laws and regulations in force in the State concerned.

2. The instruments of concession and any amendments thereto shall be coordinated in accordance with the recommendations of the Standing Commission referred to in article 14 of the Convention. They shall be issued free of all duties.

3. The Contracting Parties shall notify one another of their decisions concerning the instruments of concession and any amendments thereto, which they shall put into effect on the same date.

4. The Contracting Parties shall ensure that the concessionary companies jointly establish operating instructions for the hydroelectric plants, having regard to the regulations concerning the flow of water, in particular the provisions of article 6, paragraph 3, of the Convention, and the right of the concessionary companies to operate their plants by means of pondage. The operating instructions shall be submitted for approval to the Standing Commission referred to in article 14 of the Convention.

5. The financial contribution from the concessionary companies referred to in article 4, paragraph 8, of the Convention shall be fixed at an agreed sum of:

15 million francs or DM 12,152,985 in the case of the Gamsheim barrage, on the basis of an estimated average annual net output of 595 million kilowatt-hours;

DM 24,305,970 or 30 million francs in the case of the Iffezheim barrage, on the basis of an estimated average annual net output of 685 million kilowatt-hours.

These output figures take into account compensations as referred to in article 8 of the Convention and losses of water through lockage.

Each Contracting Party shall receive commensurately with the progress of the works the contribution relating to the barrage for which it is superintendent.

With this end in view, the Contracting Parties shall establish equal annual instalments on the basis of the scheduled construction period for each barrage. The instalments shall be payable in January of each calendar year.